MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Trente-cinquième séance – Mardi 10 février 2004, à 20 h 30

Présidence de M. André Kaplun, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Jean-Louis Fazio, M^{me} Béatrice Graf Lateo, M. Jean-Pierre Oetiker et M^{me} Bérengère Rosset.*

Assistent à la séance: *M. Christian Ferrazino, maire, M. Pierre Muller, vice-président, MM. Manuel Tornare, André Hediger et Patrice Mugny, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 29 janvier 2004, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 10 février, mercredi 11 février et lundi 23 février 2004, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Clause d'urgence sur la résolution de M^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino et Roberto Broggin: «Pour un poste universelle et de proximité» (R-63)¹.

M. Roberto Broggin (Ve). Mesdames et Messieurs, s'il y a urgence à traiter cette résolution, c'est notamment parce qu'une manifestation est organisée demain par les habitants de différents quartiers de notre cité: les Acacias, la Cluse, Grand-Pré, Saint-Jean. Ce sont des quartiers qui verront disparaître très prochainement leur poste et c'est pour donner un signe fort de la part de notre Conseil municipal que nous présentons la résolution R-63. Je souhaite que l'urgence soit acceptée, afin que les gens de Berne entendent la voix de Genève, également par notre relais. Je vous demande donc de voter la clause d'urgence de la résolution que je développerai par la suite.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la résolution est acceptée sans opposition (abstention du groupe libéral et de quelques membres de l'Union démocratique du centre).

¹ Annoncée, 4099.

4. Résolution de M^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino et Roberto Broggin: «Pour une poste universelle et de proximité» (R-63)¹.

PROJET DE RÉOLUTION

Le Conseil municipal de la Ville de Genève proteste auprès du Conseil fédéral suisse et des Chambres fédérales contre les décisions prises par la Poste visant à la fermeture d'offices postaux sur la commune de la Ville de Genève. Le démantèlement de la vocation universelle originelle de la poste est source de rupture de tissus sociaux que les critères de rentabilité économique ne sauraient remplacer.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève demande qu'une réévaluation des fermetures programmées soit envisagée par les instances responsables et que le service public soit garanti.

M. Roberto Broggin (Ve). Ce projet de résolution est simple et concis, mais j'espère qu'il contient tous les éléments importants pour que notre Conseil municipal puisse l'accepter et apporter son soutien à la grande manifestation contre la fermeture d'offices postaux qui aura lieu demain, mercredi 11 février, devant la grande poste du Mont-Blanc. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre des protestations contre les fermetures des offices postaux dans les quartiers que l'on dit moins centraux. Les offices postaux maintenus voient de ce fait plus d'affluence et le temps passé à attendre son tour peut parfois durer une heure. Je pense que plus d'une personne dans cette salle en a déjà fait l'expérience. Dans certaines postes, on a vu parfois des queues allant jusque sur le trottoir.

Pour des raisons de rentabilité économique, on a supprimé le côté de proximité et le côté social. Nous savons qu'en ville de Genève, depuis les années 1950, le nombre d'offices postaux diminue alors que la population augmente, et c'est pour ces différentes raisons que nous vous demandons d'accepter cette résolution.

Préconsultation

M. Jean-Marie Hainaut (L). Je crois que c'est le lieu de rappeler ce qui a été notre position à plusieurs reprises, puisque ce sujet a déjà été traité dans cette enceinte. Cela faisait un certain temps que nous n'avions plus eu de sujets fédéraux à traiter dans notre enceinte municipale. Aujourd'hui, il se trouve qu'un de ces sujets revient et c'est l'occasion pour moi de redire ce que nous avons déjà dit.

¹ Urgence acceptée, 4278.

On peut s'interroger sur la manière dont la Poste est gérée actuellement. Lorsqu'on entre dans un office postal, il est vrai qu'on peut se demander si c'est vraiment une poste, ou si c'est une épicerie, une librairie, une banque ou que sais-je encore. On ne sait plus très bien où on entre. Les problèmes de gestion de la Poste sont éminemment liés aux décisions politiques prises au niveau du gouvernement fédéral, du département de M. Leuenberger. Comme citoyen, on peut les déplorer et on peut s'associer à des mouvements de protestation. Mais, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, nous trouvons toujours dommage que ce Conseil municipal choisisse de s'exprimer en tant qu'organe politique, sachant que la municipalité, en tant que telle, n'a pas de compétence et ne peut avoir la moindre influence sur le problème en question. La manière logique, nous semble-t-il, de faire entendre notre voix serait plutôt de le faire par une signature, mais en tant que citoyen et non en tant que conseiller municipal.

Sans entrer sur le fond, parce que nous n'avons pas les compétences pour traiter de l'organisation de la Poste, nous pouvons, comme citoyen, faire part d'un certain nombre de récriminations. Je ne suis pas sûr qu'on arrive à l'heure d'attente dont parlait le préopinant, mais il est vrai que l'attente dans les offices postaux est parfois insupportable. La conséquence, c'est que les citoyens s'orientent vers d'autres moyens pour faire leurs paiements, par exemple, d'autres moyens pour pallier la manière dont la Poste rend ses services.

Tout cela, encore une fois, est un domaine qui échappe totalement à notre municipalité. Que l'on puisse, en tant que citoyen, manifester son opinion me semble logique, mais que le Conseil municipal, en tant que tel, se prononce sur un sujet fédéral et s'arroge des prérogatives qui ne lui appartiennent pas nous semble illogique et nous ne pouvons pas nous y associer.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Les services postaux font partie de ces sujets régulièrement traités en séance plénière. Nous, socialistes, allons rappeler ce que nous n'avons eu de cesse de marteler, en tout cas au niveau municipal, mais aussi au niveau cantonal, à savoir que les services postaux sont des services publics, qu'ils doivent être garantis à l'ensemble de la population, qu'ils doivent offrir une qualité de prestations, qu'ils sont un service de proximité dans les quartiers et que nous y tenons. Nous déplorons donc les décisions prises actuellement, qui sont notamment mises en œuvre par un conseiller fédéral socialiste.

Depuis le départ, nous demandons un retour en arrière. Nous pensons que le critère de rentabilité qui est mis en avant est un mauvais critère pour juger d'un service public et que ce n'est pas à cette aune-là qu'il faut évaluer les services fournis à la collectivité. Les mesures qui ont été prises et qui sont mises en œuvre ne nous plaisent pas, nous les déplorons et nous nous battons jusqu'au bout pour

qu'au niveau fédéral des décisions allant dans l'autre sens soient prises. Nous soutenons évidemment cette résolution et, encore une fois, déplorons que ce soit un magistrat socialiste au Conseil fédéral qui mette en œuvre ces décisions.

M. Didier Bonny (DC). Dans mon intervention, je voulais regretter que ce soit un conseiller fédéral socialiste qui défende cette politique, mais M^{me} Salerno l'a fait, ce qui est fort bien! Le Parti socialiste Ville de Genève n'y peut rien, mais c'est peut-être lui qui sera le plus à même de faire les démarches auprès de ce conseiller fédéral. Je crois que M. Manuel Tornare a eu l'occasion de le faire à plusieurs reprises; apparemment, cela n'a pas porté ses fruits...

Comme cela a déjà été dit, ce n'est pas la première fois qu'on parle de ce sujet au sein du Conseil municipal. La dernière fois, c'était le 8 octobre 2003: il s'agissait de la poste du Grand-Pré qui, d'ailleurs, est toujours menacée de fermeture d'ici à la fin du mois de février. Nous avons accepté la motion M-396 qui demandait au Conseil administratif d'intervenir auprès des autorités compétentes pour éviter la fermeture de cette poste. Apparemment, cela n'a pas suffi et il faut remettre l'ouvrage sur le métier, ce qui sera fait demain soir, grâce à la manifestation à laquelle, je pense, une grande partie des conseillers municipaux participeront.

Si je peux comprendre les motivations économiques qui sous-tendent la fermeture des offices postaux, je me demande ce qui va se passer dans le quartier Servette-Grand-Pré – qui est le mien – quand la poste du Grand-Pré fermera. A la poste de la Servette, n'importe quel jour du mois et à n'importe quelle heure, il faut toujours attendre passablement; parfois même une file d'attente se forme à l'extérieur. Cela s'aggravera encore lorsque, à la fin du mois, la poste du Grand-Pré sera fermée. J'aimerais rappeler que le quartier Servette-Grand-Pré est le quartier abritant le plus de personnes âgées. Avec cette fermeture, on s'attaque donc à la population âgée de notre ville, ce qui n'est pas normal. Imaginez une personne qui habite à la rue de Vermont: pour aller à la poste, elle va devoir se rendre jusqu'au bas de la rue de la Servette! Ce n'est pas acceptable de la part d'un service public.

C'est pour ces raisons que ce soir, comme nous l'avons déjà fait depuis le début de ce combat contre la fermeture des postes, le Parti démocrate-chrétien soutiendra cette résolution.

M. Pierre Maudet (R). Nous, radicaux, soutenons également ce combat pour les raisons que je vais vous expliquer et qui nous inciteront à proposer un amendement pour préciser davantage le texte de la résolution.

Le maire, M. Ferrazino, l'a dit à notre séance de 17 h: c'est un combat qui dépasse largement le strict clivage gauche/droite, c'est le combat d'une coalition du bon sens. Plusieurs préopinants l'ont rappelé à l'instant, le bon sens est de se demander si les intérêts économiques doivent prévaloir en matière de services publics. Les exemples cités par les préopinants montrent qu'aujourd'hui la situation est difficile. Certains offices postaux ferment pour des raisons qui nous échappent. Cela peut se justifier dans certains villages et à certains endroits, si les usagers ont été consultés, mais cela n'est manifestement pas le cas en ville de Genève. Dans mon quartier, pour ne pas le citer, aux Eaux-Vives, on assiste à des files d'attentes qui dépassent largement le cadre physique de la poste et qui s'étirent sur le trottoir. Les gens doivent se rendre à la poste pour des services de base pour lesquels, je le rappelle, la poste à un monopole: recommandés, paquets, courrier qu'il faut retirer au guichet.

En ce sens, nous nous associons aux démarches de la population, qui a fait savoir et qui fera savoir demain à quel point elle n'est pas d'accord avec cette politique conduite par des socialistes au niveau fédéral: le patron de la Poste, M. Gygi, qui a encore sa carte du Parti socialiste – pour combien de temps, on ne le sait pas! – et le conseiller fédéral Leuenberger. Mais il est vrai aussi que c'est une logique qui est soutenue par nos milieux au Parlement fédéral, je le reconnais...

Pour notre part, nous souhaitons déposer un amendement à cette résolution, qui vise à ajouter à la fin du texte la mention suivante:

Projet d'amendement

«...dans l'intérêt des usagers et en concertation avec les collectivités publiques locales.»

Concernant les intérêts des usagers, je voudrais rappeler qu'un certain nombre d'offices de poste ont fermé sans que cela provoque une once de protestations et, ma foi, si ceux-ci ferment sans que cela génère des protestations, eh bien, qu'ils ferment! D'autre part, la concertation avec les collectivités publiques locales nous semble un élément important à souligner. C'est là un point saillant de la stratégie de la Poste qui, à de multiples reprises, a négligé la concertation avec les autorités locales, qu'elles soient législatives ou exécutives, et c'est bien dommage.

On peut mettre en exergue ce que disait tout à l'heure M. Bonny, car les fermetures d'offices postaux génèrent également des problèmes d'aménagement. Quand on doit se déplacer, ne serait-ce que sur 500 mètres, pour aller à la poste et qu'on doit traverser deux pénétrantes, cela pose des problèmes de mobilité, cela

pose des problèmes aux personnes âgées. L'exemple le plus flagrant est la poste du 31-Décembre qui se trouve coincée entre des rues où, maintenant, il y a systématiquement des voitures en double, voire en triple file. Cela génère des problèmes de circulation importants. De plus, cet office postal n'est pas desservi par des arrêts de bus à proximité. Là, typiquement, on voit que la Poste n'a pas pris soin de consulter les collectivités publiques locales, la Ville en l'occurrence, et c'est bien dommage, parce que cela génère des problèmes d'aménagement, d'espaces urbains, de bien vivre dans notre ville. C'est la raison pour laquelle, je le répète, nous proposons cet amendement.

J'en finirai par les propos suivants. Je souhaite expliquer au maire, puisqu'à 17 h nous n'avons pas eu l'occasion de le faire, pourquoi notre groupe ne souhaite pas participer à la manifestation de demain en tant que groupe municipal, quand bien même il s'associe aux démarches des habitants. Nous estimons que le Conseil municipal est une institution; il est acceptable que certains de ses représentants se déplacent à la manifestation dans l'idée de défendre les services postaux, mais l'institution, en tant que telle, n'a pas à se déplacer en masse dans une manifestation et n'a pas à interrompre ses travaux pour l'occasion. Vous avez créé un précédent, puisque vous avez accepté la chose, mais pour notre part, même si nous adhérons sur le fond à cette idée, nous ne souhaitons pas que l'institution Conseil municipal se rende à cette manifestation. C'est la raison pour laquelle nous n'y enverrons qu'une petite délégation radicale demain. Voilà, Monsieur le président, je dépose sur votre bureau la proposition d'amendement.

M. Jacques Mino (AdG/SI). La poste des Acacias, où j'habite, est toujours pleine de monde. Ce n'est pas un quartier qui se dépeuple, c'est un quartier en expansion, qui va bientôt avoir des moyens de transports publics à la hauteur des besoins. Pourtant, ce bureau de poste va fermer. L'autre jour, je suis allé à la poste de Balexert; quand je suis arrivé, le numéro affiché était le 420 et j'ai tiré le numéro 560... J'avais une heure et demie à attendre. Or, que fait-on à Balexert dans ce cas? On consomme!

Ce n'est pas par hasard que la Poste fait cette politique, il y a toute une réflexion derrière. Si on privatise la Poste, c'est parce que les milieux qui poussent à la consommation le veulent. Que des socialistes tombent là-dedans à Berne ou ailleurs, c'est leur problème. Mais il faut savoir que, derrière cela, il y a toute une réflexion sur la libéralisation, que ce n'est pas une manœuvre mal pensée, mais une manœuvre extrêmement bien pensée. Hormis la Poste, il y a les CFF, le marché de l'électricité. Le peuple a voté contre la privatisation du marché de l'électricité, mais le Conseil fédéral s'assied sur la votation et est en train de remettre la privatisation de l'électricité au goût du jour. C'est là contre qu'il faut réagir.

La droite dit que les conseillers municipaux doivent signer comme citoyens, à titre personnel. Merci, nous l'avons fait depuis longtemps! Mais, quand cela ne marche plus, quand les autorités ne nous entendent plus, nous pouvons aussi, nous, les représentants de la population qui nous a élus, intervenir en tant qu'institution; nous devons bouger et faire feu de tout bois. C'est pour cela que nous irons demain à la manifestation.

M. Christian Ferrazino, maire. Je ne voulais pas intervenir, mais, après ce que nous avons entendu, je crois que deux ou trois éclaircissements s'imposent. Monsieur Maudet, le Conseil administratif n'a pas pour habitude d'inviter le Conseil municipal à suspendre ses débats pour venir manifester. Mais, en l'occurrence, la situation est particulière, en ce sens que l'ensemble du Conseil administratif, avec ses collaborateurs les plus proches, s'est démené dans ce dossier, pour tenter de trouver une solution avec la Poste. Je le répète ici, nous avons eu des séances de discussion et nous avons attiré l'attention de la Poste sur les points que vous avez vous-mêmes évoqués, à savoir que les projets d'aménagement devaient être intégrés dans la réflexion, ce qui n'avait pas été le cas. La Poste nous a remerciés et nous a dit qu'elle allait intégrer ces données. Mais nous avons vu que les conclusions étaient quasiment les mêmes que celles qui nous avaient été initialement présentées.

C'est dire qu'après ce petit jeu avec les dirigeants de la Poste nous avons bien compris que, de toute façon, ces derniers voulaient imposer les décisions qui avaient été initialement arrêtées. Dès le moment où nous nous sommes aperçus qu'ils n'allaient pas modifier leur manière de voir les choses, nous leur avons dit clairement que nous soutiendrions la lutte bien légitime des habitants des quartiers de la ville de Genève qui, eux, ne manqueront pas de se mobiliser. Nous l'avons dit et nous entendons le faire. S'il est vrai que la chose n'est pas habituelle, il faut relever qu'à la conférence de presse il y avait beaucoup de conseillers municipaux et que le Parti radical, Monsieur Maudet, était largement représenté. Il serait dommage que demain, pour la manifestation, seule une petite délégation se déplace.

Cette manifestation est très importante au niveau symbolique: nous devons montrer à la Poste que non seulement les habitants de Genève ne se laissent pas faire, mais qu'ils sont conscients que le démantèlement du service public auquel on assiste ne touche pas que notre petite cité, mais que c'est un démantèlement national. D'ailleurs, à la demande des habitants qui nous ont contactés, nous entendons monter jusqu'à Berne pour essayer de faire en sorte que l'ensemble des cantons et des villes faisant l'objet de ces suppressions d'offices de poste s'unissent face à cette politique à laquelle nous n'entendons pas souscrire. Voilà le message fort que le Conseil municipal devrait donner.

Quant à nous, nous ne pouvons que saluer la résolution proposée ce soir, qui donne une assise supplémentaire à notre décision. (*Applaudissements.*)

Mis aux voix, l'amendement du Parti radical est accepté à la majorité (1 opposition libérale et abstention de l'Union démocratique du centre et du Parti libéral).

Mise aux voix, la résolution amendée est acceptée à la majorité (1 opposition libérale et abstention de l'Union démocratique du centre et du Parti libéral).

La résolution est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal de la Ville de Genève proteste auprès du Conseil fédéral suisse et des Chambres fédérales contre les décisions prises par la Poste visant à la fermeture d'offices postaux sur la commune de la Ville de Genève. Le démantèlement de la vocation universelle originelle de la poste est source de rupture de tissus sociaux que les critères de rentabilité économique ne sauraient remplacer.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève demande qu'une réévaluation des fermetures programmées soit envisagée par les instances responsables et que le service public soit garanti dans l'intérêt des usagers et en concertation avec les collectivités publiques locales.

- 5.a) **Clause d'urgence sur l'interpellation de M. Pierre Maudet: «Brasse coulée à Léman bleu» (I-108)¹.**
- 5.b) **Clause d'urgence sur la motion de M^{mes} Virginie Keller Lopez, Sandrine Salerno, MM. Roberto Brogginì, Jacques Mino, Guillaume Barazzone et Pierre Maudet: «Défendons une télévision de qualité et de proximité au service de la population» (M-434)².**
- 5.c) **Clause d'urgence sur la motion de MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Marie Hainaut, Georges Queloz, Eric Ischi, Pierre Maudet, Guillaume Barazzone, M^{mes} Renate Cornu et Nathalie Fontanet: «Prix spécial des droits de l'homme au Conseil administratif de la Ville de Genève (TV Léman bleu)» (M-435)³.**

Le président. En ce qui concerne les trois clauses d'urgence sur TV Léman bleu, je vous propose de ne faire qu'un seul vote sur l'urgence. Je vais donc donner la parole successivement aux auteurs de l'interpellation et des deux motions.

M. Pierre Maudet (R). La présence des deux autres motions suffit à justifier l'urgence de l'interpellation I-108. Au sens de l'article 32 de la loi sur l'administration des communes, les intérêts de la municipalité sont directement concernés, puisque TV Léman bleu retransmet nos séances. C'est donc un vecteur de communication important des décisions du Conseil municipal et, rien que pour cela, sachant que la subvention est mise en péril par le Conseil administratif, il me semble qu'un débat rapide sur la question est justifié.

M^{me} Sandrine Salerno (S). J'exprimerai la position socialiste par rapport à la demande d'urgence sur l'interpellation de M. Maudet. Le Parti socialiste votera la clause d'urgence des deux motions, ce qui nous permettra d'avoir le débat. En revanche, je proposerai à M. Maudet de retirer la clause d'urgence pour son interpellation, car, concrètement, une interpellation ne permet qu'un débat privilégié avec le Conseil administratif, alors que nous demandons un débat collectif. Nous, socialistes, ne voterons pas la clause d'urgence de l'interpellation de M. Maudet, parce que nous sommes d'avis que ce thème-là mérite un débat collectif et qu'il ne convient pas d'avoir un débat collectif assorti d'une interpellation urgente de M. Maudet, où ce conseiller municipal se ferait un plaisir, avec le brio qu'on lui connaît, d'exposer ses thèses sur la télévision!

¹ Annoncée, 4099.

² Annoncée, 4099.

³ Annoncée, 4099.

M. Didier Bonny (DC). Je voudrais rappeler à M^{me} Salerno et au Conseil municipal que l'interpellation de M. Maudet va dans le même sens que les motions, et que ce plénum peut demander la discussion sur l'interpellation. A partir de là, nous pourrons traiter le tout et il n'y aura pas de débat privilégié entre M. Maudet et le Conseil administratif. Etant donné que les trois objets vont dans le même sens et pour que tout le monde soit content, je propose d'ouvrir la discussion sur l'interpellation de M. Maudet.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Dès lors que le Conseil administratif a pris la décision de suspendre la subvention à TV Léman bleu en attendant que la situation soit clarifiée, il y avait urgence et nous étions prêts à en discuter. Ce soir, cette urgence a été confirmée et confortée par la démission du conseil d'administration et le licenciement de tout le personnel de TV Léman bleu. Il nous semble donc évidemment urgent d'en débattre ce soir.

Le président. Je donne la parole à M. Froidevaux pour qu'il s'exprime sur la clause d'urgence de la motion M-435 pendant trente minutes au maximum... (*Rires.*) Pardonnez-moi, pendant trois minutes au maximum!

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Monsieur le président, vous me connaissez bien et vous avez effectivement compris que trente minutes était le temps minimum qui m'était nécessaire! Pour des motifs identiques à ceux de M^{me} Keller Lopez, je vous recommande, Mesdames et Messieurs, d'approuver l'urgence! (*Applaudissements.*)

Mise aux voix, la clause d'urgence de l'interpellation I-108 est refusée par 37 non contre 31 oui.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion M-434 est acceptée à l'unanimité.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion M-435 est acceptée à la majorité (1 opposition socialiste et quelques abstentions).

6. Motion de M^{mes} Virginie Keller Lopez, Sandrine Salerno, MM. Roberto Broggin, Jacques Mino, Guillaume Barazzone et Pierre Maudet: «Défendons une télévision de qualité et de proximité au service de la population» (M-434)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- l'intérêt démontré par la population pour une télévision locale;
- l'intérêt pour les collectivités publiques d'avoir une télévision locale qui informe la population sur ce qui se passe dans la région;
- l'intérêt pour la démocratie de promouvoir des médias de proximité et indépendants des grands groupes financiers;
- l'engagement de la Ville de Genève qui est actionnaire minoritaire de TV Léman bleu;
- les problèmes récurrents rencontrés par TV Léman bleu aussi bien dans sa gestion financière et du personnel que dans sa programmation;
- la récente position du Conseil administratif de la Ville de Genève qui conditionne le versement de la subvention municipale annuelle, soit 275000 francs, au renouvellement complet du conseil d'administration de TV Léman bleu;
- le communiqué de presse de TV Léman bleu du 10 février 2004 annonçant la démission de son conseil d'administration et le licenciement de son personnel,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de veiller à maintenir une télévision locale indépendante à Genève;
- d'appuyer une réorganisation efficace de TV Léman bleu;
- de renforcer l'amélioration des conditions de travail des professionnel(le)s qui travaillent à TV Léman bleu;
- de contribuer à un développement et à un enrichissement de la programmation de cette chaîne;
- de souligner l'attachement de la Ville de Genève à TV Léman bleu;
- de l'informer régulièrement oralement ou par écrit.

¹ Urgence acceptée, 4286.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). C'est à une situation fort grave que nous, Conseil municipal de la Ville de Genève, sommes confrontés ce soir, puisqu'elle met en jeu un média local, une télévision à laquelle les Genevois sont déjà fortement attachés. Aujourd'hui, nous avons appris que la totalité des membres du conseil d'administration de TV Léman bleu avaient démissionné, suite au courrier reçu par le Conseil administratif, et qu'en démissionnant ils avaient également pris la grave décision de licencier l'ensemble du personnel.

Nous avons également pu lire un communiqué du personnel de TV Léman bleu, qui regrette fortement cette situation et qui ne comprend pas que le conseil d'administration démissionnaire ait pris la décision de licencier tout le personnel, sachant qu'un nouveau conseil d'administration va être nommé d'ici quelques semaines. En l'occurrence, s'agit-il d'une stratégie, quelle idée le conseil d'administration a-t-il derrière la tête pour en arriver là aujourd'hui? Il est vrai que nous sommes un peu en manque d'explications.

La motion M-434 demande que le Conseil administratif agisse au plus vite. Dans la suite du débat, nous verrons que le Parti socialiste a des propositions à faire pour que le Conseil administratif puisse agir. Il nous semble important aujourd'hui que le Conseil municipal réaffirme son soutien à TV Léman bleu, et ce pour plusieurs raisons qui sont énoncées dans la motion. Tout d'abord, TV Léman bleu a fait ses preuves; certes, elle est critiquable, elle n'est pas toujours parfaite, la programmation laisse parfois à désirer et la gestion a aussi laissé à désirer. Au sein du Conseil municipal, nous avons déjà traité de ce sujet et avons pu étudier de manière assez précise les manques que cette télévision a connus, entre autres en ce qui concerne la gestion du personnel. Nous avons déjà essayé d'y remédier, d'apporter de l'aide à cette télévision et nous espérons arriver à une meilleure gestion. Aujourd'hui, nous sommes de nouveau face à une situation de crise, mais, malgré celle-ci, il nous semble important, politiquement, de donner un signe de soutien à cette aventure assez extraordinaire qu'est l'aventure d'un média local indépendant.

Nous le disons dans la motion également, une des peurs que nous avons est que ce média soit privatisé, c'est-à-dire qu'il soit définitivement sous la coupe d'un grand groupe de presse, par exemple. Nous trouvons que les pouvoirs publics doivent défendre cette idée de média local indépendant pour avoir, ici, à Genève, un organe de presse qui puisse faire le lien entre la population et les institutions, mais aussi informer sur tout ce qui se passe aux niveaux culturel, sportif et associatif, cela sans devoir à tout prix répondre à des exigences de rentabilité.

Dans les invites, nous demandons au Conseil administratif de veiller à ce que cette télévision puisse exister. A cet égard, nous pensons que le Conseil administratif a un rôle très important à jouer. En effet, nous sommes actionnaires de TV Léman bleu et nous sommes également actionnaires majoritaires de 022 Télégenève: il me semble que cela nous permet d'agir concrètement aujourd'hui. Dans

ce sens, ma collègue Sandrine Salerno déposera un amendement tout à l'heure, demandant que le Conseil administratif engage une personne pour s'occuper du dossier de TV Léman bleu. Cette personne devra voir quels sont les problèmes et de quelle manière on peut rapidement y remédier. Nommer un nouveau conseil d'administration et exiger le réengagement immédiat du personnel me semble la première chose à faire, avant de nous donner les moyens, à long terme, de dépasser les crises multiples que cette télévision a connues.

Cela veut dire que le pouvoir public va prendre la main pendant quelque temps dans cette télévision. Je pense que c'est important, parce que c'est un organe qui permet aussi de défendre la démocratie. Certains ont, par le passé, critiqué le fait que la Ville de Genève puisse subventionner un média, mais je crois que nous l'avons fait de manière juste, avec un contrat clair passé entre cette télévision et le pouvoir politique. Nous demandons à TV Léman bleu d'assurer l'information et non pas d'être un relais des partis politiques. Cet aspect-là a été un succès, je pense ici à la retransmission des séances du Conseil municipal et du Grand Conseil, retransmission à laquelle la population genevoise est déjà très attachée. Nous continuons à penser que c'est une façon privilégiée de communiquer avec les citoyennes et les citoyens de cette ville.

Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs, nous vous demandons ce soir de renvoyer la motion M-434 au Conseil administratif et de lui déléguer le pouvoir d'agir au mieux pour sauver cette télévision.

M. Jacques Mino (AdG/SI). J'ajouterai juste une chose aux propos de M^{me} Keller Lopez. Si nous avons signé cette motion, ce n'est pas dans l'idée que le Conseil administratif prenne le pouvoir à TV Léman bleu; c'est simplement pour qu'il serve de médiateur afin que le personnel cesse d'être pris en otage comme il l'est maintenant, d'une manière particulièrement odieuse, par le conseil d'administration démissionnaire. Il est urgent que le Conseil administratif remette sur les rails, dans de bonnes conditions, un nouveau conseil d'administration. Ensuite, il se retirera pour redevenir simplement un organe de surveillance, comme nous, Conseil municipal, nous le sommes en deuxième position.

M. Roberto Brogini (Ve). Il est opportun, à ce jour, d'établir quelle est la situation financière de TV Léman bleu. Nous entendons différents chiffres et il est important que le Conseil municipal, qui subventionne cette télévision, sache ce qu'il en est aujourd'hui. Il ne faudrait pas que, dans six mois ou une année, TV Léman bleu soit dans une situation catastrophique, qu'on apprenne qu'elle est un gouffre financier. C'est pour cela d'ailleurs que le Conseil administratif, dans sa sagesse, a anticipé.

Par cette motion, nous demandons qu'on nous fasse un topo de la situation ce soir et dans les jours qui viennent. Les informations se succèdent d'heure en heure et nous devons pouvoir suivre l'évolution de la situation de cette télévision locale, qui est un outil important pour la République et la région. Voilà pourquoi nous désirons ouvrir le débat dans cette enceinte ce soir.

Préconsultation

M^{me} Liliane Johner (T). En ce qui nous concerne, nous sommes évidemment préoccupés par la situation qui prévaut au sein de cette chaîne de proximité, que nous estimons indispensable pour notre République. La situation est préoccupante, parce que le conseil d'administration a décidé ni plus ni moins de se saborder, en entraînant dans sa chute tout le personnel. Cette décision est inacceptable, mais elle est la conséquence de dysfonctionnements constatés depuis longtemps. Etant convaincus de l'intérêt d'avoir une télévision locale digne de ce nom, nous souhaitons que cette motion soit envoyée au Conseil administratif, afin qu'il prenne en considération les invites qu'elle contient, qui permettront certainement de débloquer la situation.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Monsieur le président, ne pourrions-nous pas traiter les deux motions ensemble? (*Dénégation du président.*)

M. Guy Mettan (DC). Pour reprendre la proposition de M. Froidevaux, j'interviendrai sur les deux motions, puisqu'elles vont dans le même sens...

Le président. Excusez-moi de vous interrompre, Monsieur Mettan, mais nous traitons pour l'instant uniquement de la motion M-434!

M. Guy Mettan. Bien. Si le Parti démocrate-chrétien soutient la motion M-434, c'est parce que, comme il a été dit, nous pensons qu'il est essentiel de soutenir la diversité de la presse et des médias dans cette ville. Je rappelle que, dans un mois, il y aura dix ans que le quotidien *La Suisse* a disparu et que cet appauvrissement des médias qu'a connu notre ville mérite d'être compensé, notamment par un média comme TV Léman bleu. Je crois que c'est une dimension importante qu'il faut rappeler dans nos débats. Cela, c'est la première raison.

La deuxième raison est qu'effectivement des emplois sont en jeu et que ceux-ci méritent d'être sauvés. Cela dit, il ne faut pas être dupe non plus. J'ai siégé au conseil d'administration de TV Léman bleu en tant que membre fondateur, en 1997, et déjà à ce moment-là il y avait des problèmes de gestion. Dès le départ, TV Léman bleu n'a jamais réussi à trouver un modèle de gestion, de management digne de ce nom. Cette télévision est partie sur de mauvais rails et on voit maintenant où cela mène: au déraillement complet!

J'aimerais poser une question au Conseil administratif, peut-être à M. Mugny, qui doit disposer de données ou d'éléments que nous ne possédons pas. J'aimerais connaître la raison pour laquelle le Conseil administratif s'est distancé de TV Léman bleu. Possède-t-il des éléments d'information que nous n'aurions pas? Tout n'est peut-être pas forcément connu, mais, en tant qu'actionnaire, le Conseil administratif a sans doute bénéficié d'informations sur le déficit en cours, sur le bilan et sur l'audience, qui l'ont amené à prendre cette décision. Ces précisions seront utiles pour la suite de notre débat.

Ensuite, j'aimerais m'opposer vivement à la proposition socialiste qui ne vise rien d'autre que la municipalisation de cette chaîne de télévision. Je crois qu'il n'est pas possible, dans un pays comme le nôtre, d'étatiser la télévision. Il existe déjà une télévision de monopole public, la Télévision suisse romande, et ce n'est pas le rôle d'une municipalité que de financer à elle seule une télévision. Personnellement, en tant qu'homme de presse et politicien, je ne peux pas aller dans ce sens.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons également la motion M-435 de M. Froidevaux – je n'interviendrai plus tout à l'heure, quand nous la traiterons. La motion M-435 va dans le bon sens, en précisant bien qu'une municipalité comme la nôtre peut soutenir une télévision, mais sans la municipaliser et sans intervenir dans le contenu rédactionnel. Cela figure de façon très précise dans la motion de M. Froidevaux et c'est donc un garde-fou important par rapport au projet développé par les socialistes.

Voilà, je m'arrête ici pour l'instant. J'attends les explications du Conseil administratif et je me réserve le droit de reprendre la parole par la suite.

M. Pierre Maudet (R). Malheureusement, les faits sont têtus: les radicaux sont des mal-aimés en matière de télévision, vous venez de le démontrer, puisque je devrai vous réserver le texte de mon interpellation pour une séance ultérieure! Je me contenterai ici de commenter la motion M-434, que j'ai cosignée un peu pour les mêmes raisons que le préopinant. Il est vrai qu'un certain nombre de groupes politiques dans cette enceinte partagent un même attachement à cette télévision qui, depuis sept ans, fait un travail de proximité remar-

quable, dans la mesure de ses moyens, pour informer la population de ce que nous décidons ici, et qui joue son rôle de vecteur de la démocratie de proximité. Pour nous, c'est déjà le premier élément relevant qui fait que nous nous associons à cette motion.

Le deuxième élément important est le fait que la Ville de Genève participe au financement de cette télévision – M^{me} Keller Lopez l'a dit tout à l'heure – par une subvention qui était, à l'époque, de 300000 francs et que la Ville a réduite progressivement à 275000 francs. La Ville participe au financement de cette télévision essentiellement pour les retransmissions, mais également par le truchement des différents départements qui, durant l'année, financent des programmes spécifiques destinés à la mise en valeur des activités de la Ville de Genève. Rien que pour cette raison, nous pensons qu'il est utile de parler ce soir du rôle de cette télévision.

Le troisième élément – vous l'avez évoqué il y a un instant, Monsieur Mettan – c'est les emplois qui sont en jeu. Nous y sommes également attachés et sensibles. Tous les conseillers municipaux ici ont pu prendre connaissance des différents communiqués de presse qui ont émaillé la période récente, en lien avec les incertitudes du financement et les problèmes de la rédaction de TV Léman bleu.

Cela étant dit, et c'est là que j'en arrive aux points de divergence, Mesdames et Messieurs, si nous pouvons souscrire aux six invites actuelles de la motion, nous ne pourrions souscrire à l'amendement présenté par les socialistes, car, comme vient de le dire le préopinant, nommer une personne responsable est une forme de municipalisation de la télévision. Nous ne pouvons pas souscrire à cette invite, car elle est antinomique avec votre discours, Mesdames et Messieurs les représentants de l'Alternative, qui vous gargarisez d'indépendance à longueur de discours et en particulier dans le cas de TV Léman bleu.

Comme nous, vous savez qu'un média n'est pas une entreprise comme une autre. Dans cette enceinte, nous nous étions autorisés à soutenir *Le Courrier*, à lui donner une subvention, parce qu'il était utile – en tout cas aux yeux de la majorité – de favoriser l'expression d'opinions différentes. De même, nous avons soutenu TV Léman bleu, pour d'autres raisons. Mais il faut bien se garder d'aller au-delà de ce que les garde-fous éthiques nous imposent. A cet égard, nous aurons l'occasion de reparler tout à l'heure – grâce à la motion libérale M-435 que nous avons également signée – des méthodes un tantinet autoritaires de notre grand doge municipal!

Pour notre part, nous refuserons cette panacée socialiste habituelle qui consiste à municipaliser ceci ou cela, parce que ce n'est pas une solution. Ce n'est pas ainsi que nous allons permettre à TV Léman bleu de s'en sortir, ce n'est qu'un pis-aller en matière de financement et, surtout, c'est une atteinte importante à

l'indépendance de ce média. Voilà pourquoi nous vous proposons un autre amendement, qui consacre une solution qui avait été approuvée à l'unanimité de la commission de l'informatique et de la communication, en avril 2002, lorsque nous avons traité du problème. A l'unanimité, cette commission avait déclaré qu'il fallait transformer la subvention en contrat de prestations, précisément pour ne plus lier la municipalité par une subvention et pour éviter que l'exécutif puisse être suspecté de tirer les ficelles.

Il s'agirait donc de transformer cette subvention en contrat de prestations, sur une base claire, avec un catalogue exhaustif de ce que l'on demande à nos prestataires, en l'occurrence TV Léman bleu, et qui interdise tout interventionnisme excessif de la part de l'exécutif. Nous vous proposons ainsi de nantir cette motion d'une septième invite, qui nous semble être frappée au coin du bon sens et qui est la suivante:

Projet d'amendement

«– de transformer la subvention annuelle en contrat de prestations.»

Sous réserve de l'acceptation de cet amendement et du maintien des six autres invites, nous voterons la motion M-434. Ensuite, nous aurons l'occasion d'expliquer à M. Mugny en quoi nous trouvons extrêmement désagréable sa manière d'intervenir dans le débat sur TV Léman bleu jusqu'à présent!

Le président. Je salue à la tribune du public la présence de notre ancien collègue, M. Stämpfli. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Pour ma part, je suis désolé qu'on n'ait pas lié les deux motions M-434 et M-435, dans la mesure où elles sont manifestement complémentaires. Je dois dire que je ne comprends pas ce mode de faire.

Concernant TV Léman bleu, il y a lieu de distinguer deux débats: le débat d'actionnaires et le débat de politiciens. Le débat d'actionnaires est évidemment libre, il a son forum, c'est l'assemblée générale des actionnaires dont j'ai cru comprendre qu'elle était convoquée à la fin de la première semaine de mars. Dans le cadre de ce débat d'actionnaires, la proposition des socialistes a tout à fait sa place. C'est la raison pour laquelle je propose encore un amendement, Monsieur le président, qui consiste simplement à ajouter immédiatement au début de la première invite:

Projet d'amendement

« – de représenter les actions de la Ville de Genève à la prochaine assemblée générale et d'y: (...)»

Suit le catalogue proposé par les socialistes. Ce catalogue correspond en particulier à la requête du personnel et apparemment à une certaine volonté du Conseil municipal, qui entend peut-être, d'une manière ou d'une autre, intervenir dans la gestion directe de cette chaîne de télévision. Il n'y a aucun problème à cela, mais à la condition que cela se fasse dans le cadre de la représentation ordinaire des actionnaires, au même titre que, dans la représentation ordinaire des actionnaires, on désigne les administrateurs, on approuve les comptes, on approuve le rapport du président du conseil d'administration et on en lui donne décharge. En revanche, ici, dans le cadre du Conseil municipal, au titre de quel pouvoir, de quel sous-alinéa de l'article 32 de la loi sur l'administration des communes, nous saisissons-nous de la capacité de donner décharge au président du conseil d'administration?

Nous n'avons aucun début de compétence pour commencer à intervenir dans la gestion de TV Léman bleu, qui nous est aussi étrangère que la gestion de n'importe quelle société genevoise et de n'importe quel organe de presse à Genève. Nous avons 12% du capital-actions et, à ce titre-là, nous nous exprimons dans le seul forum qui est le nôtre et qui est l'assemblée générale.

Si le Conseil administratif considère que le conseil d'administration est une bande d'incompétents – d'autres mots me venaient à l'esprit! – le Conseil administratif a le loisir de le dire, mais à la condition qu'il le dise, non par voie de presse, mais par le biais d'une intervention à l'assemblée générale et à la condition qu'il fasse des propositions concrètes. En l'espèce, mettre les mains sur les hanches, se dandiner et dire que le conseil d'administration doit démissionner, c'est le dernier des actes que l'on peut attendre de la part du Conseil administratif!

En tant qu'organe politique, le Conseil administratif n'a qu'un seul devoir, celui de s'abstenir. Cela dit, on en arrive à se demander ce qu'est une abstention pour le Conseil administratif, puisque, pour lui, s'abstenir consiste à dire qu'il ne paie plus! Ce qui est une manière d'agir, bien sûr! Le Conseil administratif souhaite que le conseil d'administration démissionne, parce que la situation financière de la société serait désespérée. Oh, le scoop! De vous à moi, la situation financière de TV Léman bleu est désespérée depuis que cette télévision existe, mais c'est un autre débat...

La situation financière de TV Léman bleu est désespérée, mais la Ville de Genève comble le déficit année après année, avec une constance qui n'a d'égal que la fiabilité de sa politique. De plus, il faut savoir – j'avais du reste saisi le

Conseil municipal d'une motion M-279, que vous aviez eu l'obligeance de renvoyer à la commission des finances – que 022 Télégenève comble également, année après année, les déficits de TV Léman bleu. La commission des finances, à l'unanimité de ses membres, avait trouvé cela normal et le Conseil municipal avait confirmé la position de la commission des finances. Ensuite de quoi, vos administrateurs – puisque vous en désignez un par parti – se sont sentis liés par le vote du Conseil municipal et, quelle que soit leur opinion personnelle, ont toujours garanti la couverture du déficit de TV Léman bleu.

C'est dire que, si la situation financière de TV Léman bleu est certes désespérée au niveau des comptes, subsidiairement, par derrière, la Ville comble le déficit... (*Remarque de M. Ferrazino.*) Vous avez l'air surpris, Monsieur Ferrazino, mais c'est parce que vous n'êtes pas membre du conseil d'administration de 022 Télégenève. Faites-vous y nommer! En l'occurrence, si la Ville comble le déficit, c'est à la faveur d'une décision politique et parce qu'elle considère qu'il est important que ce média survive – ce en quoi nous sommes tous d'accord ici, quand bien même nous ne l'avons pas toujours été. Il n'en demeure pas moins que, si nous sommes d'accord que ce média continue, il doit continuer aux conditions qui ont été fixées dès le départ, à savoir aux conditions d'une presse libre et autonome. Quand le Conseil suspend le paiement d'une prestation qui consiste à diffuser nos débats sur TV Léman bleu – car ces 2 75000 francs ne servent à rien d'autre – par la force des choses il sait qu'il condamne TV Léman bleu.

Aujourd'hui, une fois de plus, nous jouons les pompiers du Conseil administratif pour essayer de sauver les meubles, pour sauver des emplois. En l'occurrence, il n'y a qu'une seule manière de sauver des emplois, c'est de rappeler au Conseil administratif que nous avons acheté la prestation qui consiste à diffuser nos débats et qu'il n'a aucun motif, de quelque nature que ce soit, qui le fonderait, aujourd'hui plutôt qu'hier, à ne pas verser la contribution de 275000 francs que nous avons implicitement garantie à TV Léman bleu.

Ainsi TV Léman bleu survivra – à défaut de vivre – aux conditions que nous avons fixées pour que cette télévision existe. C'est la raison pour laquelle je vous suggère d'accepter l'amendement que j'ai proposé pour la motion M-434 de l'Alternative et, dans le même mouvement, d'accepter également la motion M-435 de l'Entente, qui consiste simplement à distinguer deux débats: le débat politique qui commande une abstention saine du Conseil administratif et le débat économique qui est, comme par hasard, lancé par les socialistes, mais qui doit se passer à l'assemblée générale. De manière un rien schizophrène, voilà les libéraux qui s'éloignent de l'économie et les socialistes qui s'y précipitent! En l'espèce, il n'y a aucun problème, il faut simplement que chacun trouve son juste forum. (*Applaudissements.*)

M. Pierre Losio (Ve). J'ai bien écouté les propos de l'orateur libéral et je pense que, dans cette affaire, il faut prendre en considération trois éléments qui sont incontournables. Le premier élément est l'outil TV Léman bleu; cet outil nous semble indispensable, c'est un média de proximité auquel nous tenons et nous nous engageons pour que TV Léman bleu puisse avoir une activité pérennisée. Sur ce point-là, nous n'avons pas de position partagée ou équivoque, nous sommes clairs: TV Léman bleu doit exister et nous sommes prêts à faire ce qu'il faut pour que cette télévision existe.

Le deuxième élément concerne le personnel. A cet égard, je ne pense pas que la Ville de Genève puisse traiter TV Léman bleu comme n'importe quelle autre société; de plus, la Ville de Genève n'est pas n'importe quel actionnaire. La Ville de Genève est actionnaire de cette télévision et, par rapport au personnel, elle a des devoirs sociaux: elle doit préserver les emplois et les droits du personnel à poursuivre son activité dans cette chaîne, dont nous avons dit l'utilité incontestable.

Le troisième élément est la position de la Ville de Genève en tant qu'actionnaire. Effectivement, TV Léman bleu n'est pas n'importe quelle société, elle a une visibilité qui n'est pas celle de n'importe quelle autre société anonyme, de n'importe quelle autre entité. Cette société a une antenne, elle s'adresse à un public qui est la population genevoise, ce qui est un autre paramètre à prendre en considération. La population genevoise reçoit, à travers Léman bleu, une information de proximité qui lui donne de quoi réfléchir, de quoi se faire une opinion sur les divers sujets qui sont traités ici ou au Grand Conseil, sur des événements culturels, sur des événements sportifs... La Ville de Genève n'est donc pas n'importe quel actionnaire et, en tant que représentant de la Ville, le Conseil administratif a une responsabilité face au Conseil municipal.

Je ne suis pas du tout choqué que le Conseil administratif ait pris une position alarmiste. Nous avons assez reproché à certain conseiller administratif de ne pas nous avoir alertés suffisamment tôt concernant les dépassements de financement dans une autre fondation... Nous, les Verts, félicitons le Conseil administratif d'avoir tiré la sonnette d'alarme, parce que, sans cela, nous nous serions retrouvés, dans quelques mois ou dans une année, devant une motion de l'Entente éventuellement intitulée: «Pour que la Ville de Genève assume ses responsabilités jusqu'au bout dans l'affaire de TV Léman bleu»! Ici, le Conseil administratif intervient assez tôt, il prévient. D'après ses possibilités d'information, je ne pense pas que le Conseil administratif, en tant qu'actionnaire, puisse dire au Conseil municipal et de manière publique quelle est la véritable situation financière de TV Léman bleu, mais il semblerait qu'elle soit pour le moins inquiétante. Nous, les Verts, félicitons donc le Conseil administratif de s'être manifesté aussi tôt et aussi vite.

Je ne vois pas là une intervention qui mette en péril l'indépendance de la chaîne. Je ne pense pas que le Conseil administratif tienne à en prendre le contrôle: il a d'autres sujets plus importants à traiter, ou en tout cas touchant des intérêts publics et collectifs plus importants. Par rapport à cela, un point nous laisse perplexes, c'est l'amendement des socialistes. Nous n'y voyons pas une volonté de municipaliser cette chaîne de télévision, mais nous nous interrogeons sur le problème du délai. Lorsqu'une personne est nommée pour faire un rapport, du temps s'écoule avant que le rapport arrive; puis, celui-ci doit être discuté et ensuite des décisions peuvent être prises. Dans le contexte très particulier d'un média, on sait que, durant le temps qui s'écoule, des parts de marché sont perdues, des investisseurs publicitaires peuvent disparaître, l'écran peut tout à coup devenir obscur, parce qu'on décide d'interrompre toute diffusion jusqu'à ce que la situation soit assainie. C'est pour cette raison que je souhaiterais en savoir un peu plus sur le mandat qu'aurait cette personne très «compétente», comme expliqué dans l'amendement socialiste. Nous ne sommes pas opposés à cette solution, mais nous demandons au Conseil administratif, si cet amendement est accepté, de se positionner concernant le délai du rapport, qui devra impérativement être rendu rapidement, c'est-à-dire à la fin mars au grand maximum, voire, si cela peut se faire, dans la semaine qui suit.

Bien entendu, nous accepterons cette motion. Nous souhaitons que les activités de TV Léman bleu soient pérennisées, avec l'appui de l'actionnaire Ville de Genève. Nous espérons qu'une fois la situation assainie d'autres actionnaires pourront s'associer, afin de donner une vie un peu plus stable à cette chaîne de télévision qui, depuis plusieurs années, a accumulé les couacs, les malaises, les prises de position et les démissions.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Je vais expliquer l'amendement socialiste, puisque, visiblement, il y a une mauvaise compréhension de ce que nous avons souhaité faire. Dans la dernière invite, nous demandons, d'ailleurs avec nos partenaires de l'Alternative et des partis démocrate-chrétien et radical, que le Conseil administratif nous informe régulièrement, oralement ou par écrit. Dans l'amendement signé par les socialistes et que nous venons de déposer, nous ne demandons pas que quelqu'un soit engagé pour faire des rapports, nous demandons au Conseil administratif, je cite:

Projet d'amendement

«– de proposer, lors de l'assemblée générale du 8 mars 2004, la nomination d'une personne reconnue pour ses compétences, afin de garantir que la chaîne de télévision locale puisse poursuivre sa programmation. Cette personne sera chargée de proposer des solutions permettant, finalement, de sortir de cette crise.»

J'explique le fond de l'amendement. M. Losio l'a souligné à juste titre, la Ville de Genève est un actionnaire minoritaire, mais c'est un actionnaire et nous entendons qu'elle assume ses responsabilités. Certes, ce sont des membres du Conseil administratif qui siègent au conseil d'administration. Cela dit, dans de nombreux dossiers – on a fait allusion au Stade de Genève et on pourrait rappeler l'affaire de la Société d'exploitation du Casino de Genève SA – nous avons toujours demandé à nos représentants de nous faire rapport.

Pour notre part, nous sommes très contents d'avoir eu des informations de la part du gouvernement municipal, même si – situation atypique – c'était par voie de presse. Ce que nous demandons maintenant au Conseil administratif, c'est de proposer, le 8 mars, pour sortir de la crise, une personne compétente qui assurera l'intérim, puisque nous, municipalité, n'avons pas les compétences pour gérer une chaîne de télévision. Nous chargeons le Conseil administratif de trouver quelqu'un qui puisse remonter la chaîne, faire des propositions et éviter que le personnel ne soit licencié. Nous demandons que, le 8 mars, on revienne sur la décision prise par le conseil d'administration – à une voix près, celle de la Ville. Que la Ville assume ses responsabilités d'actionnaire, que le personnel soit réengagé, qu'on trouve quelqu'un qui puisse remonter la chaîne et assurer l'intérim, de sorte que, finalement, on retrouve une structure efficace et opérationnelle.

Nous, socialistes, n'entendons absolument pas faire une télévision d'Etat, bien au contraire. Nous avons revendiqué dès le départ une télévision qui soit libre et autonome, et également libre des grands groupes de presse privés. C'est bien pourquoi nous voyons d'un bon œil la participation de la Ville, car, même si elle est un actionnaire minoritaire, elle a tout de même un pouvoir de blocage. Nous demandons donc au Conseil administratif de faire diligence dans ce dossier. Voilà pour l'explication de l'amendement socialiste.

Quant à la motion M-435 déposée par les libéraux, nous ne la voterons pas pour les mêmes raisons que je viens d'expliquer. A notre avis, plus nous avons d'informations de la part du Conseil administratif – même si c'est par la voie des médias – plus nous pouvons faire notre partie du travail, à savoir questionner l'exécutif comme nous venons de le faire ce soir. Si la position du Conseil administratif n'avait pas été relayée par voie de presse, ce soir nous n'aurions peut-être pas eu ce débat.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. C'est un vaste débat que celui de TV Léman bleu. En préambule, j'aimerais dire à l'intention de M. Froidevaux – même si, parfois, nous nous perdons, comme lui, dans les méandres de sa pensée et de son expression! – que ce n'est pas nous qui avons déclenché le débat dans la presse, mais que ce sont les gens que nous avons confidentiellement

informés de notre position, à savoir la présidence de TV Léman bleu qu'une délégation du Conseil administratif avait rencontrée. A ma connaissance, aucun des membres du Conseil administratif n'en a parlé à l'extérieur, l'information est sortie par d'autres voies. Toujours à l'intention de M. Froidevaux, je relèverai que, dans certains cas, les libéraux demandent que la chaise de la Ville ne reste pas vide, comme au conseil de la Fondation du Stade de Genève, et que, dans le cas présent, elle reste vide, faute de quoi ce serait une ingérence insupportable.

En l'occurrence, nous sommes au cœur du débat. Pourquoi avons-nous tiré la sonnette d'alarme? Pierre Losio et d'autres l'ont dit, c'est parce que nous ne voulons pas nous trouver dans la situation où, dans quelques mois, certains nous reprocheraient d'avoir su et de n'avoir rien dit, d'avoir laissé aller TV Léman bleu à la dérive. Nous avons considéré que les chiffres posés sur la table lors de notre rencontre avec les responsables de TV Léman bleu étaient inacceptables. Je voulais les faire distribuer, mais il m'a été dit, certainement à juste titre, que juridiquement je n'avais pas le droit de le faire. En tout cas, je peux vous dire qu'il s'agit de sommes considérables. Nous n'aurions pas pu continuer longtemps ainsi, sauf à courir à la catastrophe, auquel cas vous nous auriez reproché, une fois de plus, d'avoir eu connaissance de la situation et de n'avoir rien dit.

M. Manuel Tornare avait démissionné du conseil d'administration suite aux dysfonctionnements qu'il avait constatés et voyant que certaines de ses demandes restaient sans réponse. Ensuite, Pierre Muller et moi-même avons été désignés par le Conseil administratif pour nous rendre à l'assemblée générale du conseil d'administration, mais, quand nous avons vu les chiffres, nous avons renoncé et nous avons posé cet ultimatum.

Le Conseil municipal peut décider de verser les 275000 francs, puisque ce montant a été voté lors du budget et que nous n'avons fait que suspendre le versement, mais il le fera en connaissance de cause. Si le Conseil municipal ne le fait pas, c'est qu'il nous donne raison de considérer que la situation est inacceptable. Honnêtement, Mesdames et Messieurs, vous le savez tous, cela fait des années que la situation est inacceptable. Vous savez le nombre de personnes qui se sont succédées pour tenter de redresser cette télévision et qui, suite à des conflits, en particulier avec le président du conseil d'administration, sont parties. Vous savez tous que la situation n'était pas normale, qu'elle était intenable. Pour notre part, nous avons simplement décidé qu'il était temps d'y mettre fin.

Nous sommes ce soir dans une situation très difficile: les uns disent qu'il faut plus de contrôles, d'autres disent que, si nous faisons plus, TV Léman bleu va être la *Pravda* de la municipalité de Genève... (*Remarque.*) C'est déjà le cas? Cette appréciation vous appartient, mais je rappelle qu'à l'époque le rédacteur en chef était M. Chevrolet et qu'il est de vos rangs... Je n'ai pas le sentiment que la gauche ait influencé M. Chevrolet! A moins que les libéraux le considèrent aussi

comme une victime du syndrome de Stockholm! Reste que des gens qui n'avaient rien à voir avec la gauche dirigeaient la rédaction de TV Léman bleu et que tout le monde était assez satisfait de la façon dont cela se passait.

J'ai consulté mes collègues du Conseil administratif: nous sommes prêts à aller à l'assemblée générale pour essayer d'obtenir que soit nommé un conseil d'administration compétent, que celui-ci nomme un directeur ou une directrice pour diriger cette télévision, le conseil d'administration se contentant de vérifier que la direction est bien assurée et que tout fonctionne. Le conseil d'administration doit avoir un rôle de vérificateur et pas un rôle de direction. Dans ce cadre-là, on peut imaginer que deux membres du Conseil administratif soient délégués pour cette première phase et qu'ensuite, si cela fonctionne bien, ils se retirent. C'est une possibilité dont le Conseil administratif est prêt à discuter. Nous hésitions à aller à l'assemblée générale, mais nous sommes prêts à participer pour un temps et à nous retirer ensuite.

J'ai le sentiment que, si nous n'y allions pas du tout, nous n'assumerions pas nos responsabilités. Avec 16% des actions environ, nous sommes un des actionnaires principaux et il serait irresponsable de ne pas tenter de mettre à la tête de cette télévision des personnes compétentes. C'est vrai qu'il y a urgence en la matière. Nous souhaitons que le conseil d'administration qui a démissionné ait la sagesse de proposer, lors de l'assemblée générale, quelque chose de plus raisonnable pour la suite, quelque chose de plus petit, de mieux contrôlé, pour qu'ensuite l'efficacité puisse être au rendez-vous.

En ce qui concerne l'amendement socialiste, je me pose la question s'il est préférable de nommer quelqu'un dont le mandat serait de trouver une solution, plutôt que de nommer, très rapidement, avec le nouveau conseil d'administration, un directeur ou une directrice capable de diriger la chaîne. Mais je vois mal le Conseil municipal refuser cette solution-ci, si tout à coup la personne idoine était trouvée. Je dis cela car, ces derniers jours, nous avons reçu un certain nombre de propositions pour ce poste. Nous en discuterons demain à la séance du Conseil administratif. Pour ma part, j'ai été surpris par la qualité des personnes intéressées; il s'agit de personnes compétentes et capables, qui n'ont strictement rien à voir avec TV Léman bleu aujourd'hui...

M. René Winet (R). Arrêtez, ils ne sont pas d'accord!

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Monsieur Winet, si vous voulez prendre la parole, pressez sur le bouton rouge!

Pour le principe, je pense que les deux motions doivent être acceptées, y compris certains amendements tels que celui du Parti radical qui propose un contrat de prestations. Cela peut être une bonne solution de dire qu'en échange d'une certaine somme des prestations sont fournies à la population. C'est d'ailleurs ce que fait le département des affaires culturelles, comme d'autres départements, pour la présentation des activités culturelles. Ces retransmissions sont des prestations, les différents départements procèdent déjà ainsi et je ne vois pas le Conseil administratif s'opposer à cet amendement.

J'en viens à un point qui m'a profondément choqué, c'est le fait que le conseil d'administration, dont on sait pour le moins que ce n'était pas une équipe gagnante, a réussi à licencier tout le personnel! Si vous aviez encore un doute sur la capacité de ce conseil d'administration d'agir non seulement correctement, mais intelligemment, cette décision devrait vous l'enlever! Depuis des mois, il n'y avait plus de directeur, plus de rédacteur en chef, puisqu'il a démissionné; il ne restait que quelques personnes qui travaillaient quasiment en autogestion et qui faisaient tourner cette télévision, avec tous les problèmes qu'on imagine. Signifier alors à ces gens qu'ils sont licenciés, les inciter à aller voir ailleurs, est une façon d'agir qui relève quasiment du domaine de la vengeance, de la mesure de rétorsion, mais ce n'est pas une attitude visant à sauver TV Léman bleu.

J'aimerais dire ici au personnel – puisqu'il nous entend – que la première tâche du prochain conseil d'administration sera d'annuler ces licenciements. Je suis convaincu que, demain matin, le Conseil administratif sera unanime pour proposer à l'assemblée générale d'annuler les décisions de licenciement. Je lance donc cet appel afin que l'équipe en place patiente jusqu'au 8 mars, en attendant de continuer avec TV Léman bleu.

En déclenchant cette crise, nous espérons avoir provoqué l'électrochoc nécessaire – M. Froidevaux dirait «l'incendie» – et nous espérons que les pompiers, dans cette salle, non seulement l'éteindront, mais en tireront une chaleur bienfaisante pour l'information à Genève, grâce à une télévision qui ne soit ni la *Pravda* ni la propriété d'un groupe de presse – encore qu'on pourrait se demander si ce ne serait pas mieux que ce qu'il y a maintenant, mais c'est un autre débat...

D'ici au 8 mars, j'espère que les choses pourront se détendre. La Ville fera des propositions en espérant être suivie. Nous discuterons de la façon de relancer cette télévision durant les semaines qui suivront et nous aurons certainement encore l'occasion d'en débattre dans ce plénum. Voilà, c'était une première mise au point sur la question de TV Léman bleu.

M. Pierre Rumo (T). Il faut rappeler que la création de TV Léman bleu avait été acceptée à une voix de majorité en 1996 et que c'étaient plutôt les voix de l'Alternative qui avaient permis la création de cette TV locale. Très vite, des pro-

blèmes sont apparus et, en 1997, l'Alliance de gauche déposait la motion M-264 intitulée: «Sauver TV Léman: pour une télévision citoyenne et le maintien des emplois»; c'est moi-même qui l'avais présentée. Certains membres de l'Alternative avaient estimé que nous allions trop loin, que les motionnaires avaient décrit TV Léman bleu comme une entreprise de négriers et que les propos que j'avais tenus dans ce plénum étaient très graves, voire qu'une plainte en diffamation aurait pu être déposée contre moi. Les mois passèrent et il ne fut plus question de plainte en diffamation pour calomnie. Par contre, cette motion fut renvoyée à la commission de l'informatique et de la communication. La direction de cette télévision admit qu'il y avait certains problèmes à TV Léman bleu et promit qu'elle irait dans la bonne direction. C'était donc en 1997. Par la suite, et certains préopinants l'ont rappelé, des problèmes ont surgi périodiquement dans cette télévision.

Malgré ces problèmes, l'Alliance de gauche – et le Parti du travail en particulier – a toujours estimé qu'il fallait sauver cette chaîne, assurer sa pérennité et son maintien. En effet, quand on voit le travail fait par la Télévision suisse romande (TSR), on peut estimer qu'il faut une TV locale à côté de la TSR. Le Parti du travail votera donc la motion M-434 proposée par l'Alternative, estimant qu'il faut à tout prix sauver cette télévision et assurer également le maintien des emplois dans cette chaîne.

M. Pierre Maudet (R). J'aimerais revenir sur quelques propos, en particulier sur ceux de M. Mugny, qui a qualifié de «cœur du débat» la question de la responsabilité que le Conseil administratif porte dans cette affaire de TV Léman bleu. Chacun s'ingénie à rappeler les différentes étapes qui ont jalonné l'histoire de TV Léman bleu – le préopinant vient de le faire avec brio il y a un instant – média qui nous a occupés à de nombreuses reprises dans cette enceinte, plutôt par ses péripéties négatives que par ses hauts faits... Je rappelle à cet égard que, dans le rapport consécutif à la motion M-279 du 16 avril 2002, nous, Conseil municipal, avons déjà tiré la sonnette d'alarme. Nous disions qu'il y avait un nouveau rédacteur en chef, mais que la situation restait précaire avec le directeur général et que, d'une manière générale, nous étions inquiets de l'évolution, du développement potentiel de TV Léman bleu.

Cela dit, je découvre une certaine ingénuité dans les propos des préopinants, en particulier ceux de mon collègue conseiller municipal Vert qui, tout à l'heure, s'est fendu d'un beau sophisme à propos de l'analogie qu'il a faite avec le Stade de Genève. C'est vrai, nous avons reproché au Conseil administratif sa politique de la chaise vide, mais on pourrait ici aussi la lui reprocher, car le conseiller administratif Tornare a quitté le conseil d'administration il y a environ une année – cela pour de bonnes raisons, il est vrai, et à la demande aussi de notre Conseil – et la Ville n'a jamais pourvu ce siège. Je trouve que c'est dommage, Messieurs les

magistrats, car vous auriez peut-être eu l'opportunité d'avoir connaissance de l'ensemble des éléments et d'agir en amont. C'est ce que j'aurais tendance à vous reprocher aujourd'hui et, en ce sens, l'analogie avec le Stade de Genève est, à mon avis, pertinente, mais dans le sens contraire de celui qu'évoquait tout à l'heure le préopinant Vert.

S'agissant de prendre nos responsabilités, nous, conseillers municipaux, l'avions fait en tirant la sonnette d'alarme et le Conseil administratif va le faire maintenant, d'une manière dont on va discuter tout à l'heure à l'occasion de la motion libérale M-435. Si les socialistes maintiennent leur amendement, je proposerai un sous-amendement en ce sens qu'il convient de réoccuper notre siège au conseil d'administration. C'est seulement grâce à notre représentant que nous pourrions influencer – avec les cautèles qu'a annoncées tout à l'heure M. Froidevaux par rapport à ce que nous impose le droit et proportionnellement à notre part d'actionnaire – la politique, au sens large, du conseil d'administration.

Je proposerai donc le sous-amendement suivant à l'amendement socialiste, pour autant que celui-ci soit accepté, Monsieur le président. Il s'agit d'ajouter tout à la fin de l'invite:

Projet d'amendement

«... , au conseil d'administration de la chaîne.»

Si j'ai bien compris M^{me} Salerno, il ne s'agit pas d'engager du personnel municipal supplémentaire, mais bel et bien de trouver une personne compétente que la Ville puisse déléguer pour la représenter au conseil d'administration. Si M^{me} Salerno le confirmait, le groupe radical pourrait alors suivre son amendement et, par gain de paix, comme l'a fait tout à l'heure le magistrat en charge des affaires culturelles, voter l'ensemble du paquet. Sur la forme et la manière dont tout cela s'est passé, nous reviendrons tout à l'heure, à l'occasion de la motion M-435, certes un peu plus polémique, mais également nécessaire.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Je ne crois pas que ma motion soit polémique, j'en suis navré, Monsieur Maudet! Je crois même qu'il n'y a pas de raison de polémiquer sur le sujet et je m'étonne d'entendre M^{me} Salerno dire qu'elle votera la motion M-434, mais qu'elle ne votera pas la motion M-435. En effet, je ne vois pas ce qu'elles ont d'incompatible et, surtout, je ne vois pas ce que nous faisons d'autre ici que d'essayer de trouver une solution pour TV Léman bleu. C'est ce qui nous unit, c'est ce qui fait que nous avons admis qu'il y avait urgence. Si notre volonté à tous n'était pas de trouver une solution, ensemble, pour TV Léman bleu, nous n'aurions pas voté la clause d'urgence, nous aurions botté en touche en attendant

que TV Léman bleu meure de sa belle mort, puisque quand nous bottons un objet en touche, il ne revient pas facilement avant six mois! Nous avons donc considéré qu'il y avait urgence, nous avons une volonté commune de soutenir TV Léman bleu et, à partir de là, il est parfaitement illogique de dire qu'on votera telle motion et pas telle autre, de les considérer comme opposées.

Au-delà de ces remarques, il y a quelques propos à reprendre dans l'intervention du magistrat. Il dit que nous lui aurions fait des reproches s'il avait su quelque chose que nous n'aurions pas su. Monsieur Mugny, je vous le dis: il n'y a rien que nous ne sachions déjà! Je le dis, parce que je représente un autre actionnaire de TV Léman bleu, au sein d'un autre conseil d'administration, dans lequel chaque parti est représenté et où l'information, à défaut d'appartenir à chaque parti, est totalement accessible. Il n'y a aucun scoop sur la situation difficile dans laquelle se trouve TV Léman bleu.

D'ailleurs, quand nous avons créé cette télévision nous n'avions aucun doute, nous savions tous autant que nous étions que cette télévision ne pouvait pas être rentable. Le magistrat radical qui a tant voulu cette télévision a immédiatement compris qu'il fallait avoir, en aval, une sorte d'éponge, non pas pour nettoyer derrière le passage de TV Léman bleu, mais pour éponger les dettes! En cela, effectivement, la situation est désespérante... même si elle n'est nullement désespérée.

Ensuite, certains font le procès de la direction de TV Léman bleu. Sur ce point-là, Mesdames et Messieurs, vous me permettez de ne pas intervenir, parce que c'est un problème Alternative-Alternative... Cette télévision est une mafia radicalo-socialiste et, en ce qui concerne les libéraux, ils sont *clean*: ils ont toujours dit qu'il ne fallait pas entrer en matière. Aujourd'hui, les voilà qui défendent cette télévision, parce que, à partir du moment où la Ville a voulu cette télévision, elle doit l'assumer. Pour l'assumer, elle achète des prestations. Qu'elle inscrive la somme correspondante sous le groupe de comptes 365 plutôt que sous le groupe 310, c'est un problème de petit comptable. C'est même un problème de petit comptable mesquin que de dire que c'est une subvention, alors que nous savons tous ici que nous achetons des prestations. Si cette somme est mal placée dans le budget ou dans les comptes, voyez avec le comptable, mais ne venez pas nous reprocher de dire que c'est une subvention! Ne reprochez pas à TV Léman bleu cette subvention, alors que le petit comptable, avec sa pièce aux coudes et son stylo sur l'oreille, s'est trompé! Ce n'est pas notre faute, nous, nous avons toujours voulu acheter une prestation!

En l'occurrence, je vous demande d'être cohérents: voulons-nous ou non sauver cette télévision? Ce qui a été fait jusqu'à maintenant, c'est la couler. M. Mugny dit que ce n'est pas lui; effectivement, nous le croyons, parce que nous sommes là pour croire le Conseil administratif... Si on interroge la presse, elle dira que ce n'est pas elle non plus et qu'elle ne sait pas qui c'est... Quoi qu'il en

soit, l'information circule et la chasse est ouverte. Les fusils étaient déjà armés et, suite à notre débat, la chasse est ouverte. TV Léman bleu est une proie sur laquelle les personnes intéressées – à gauche, on dirait «les rapaces» – sont prêtes à lancer des OPA, amicales pour d'aucuns, inamicales pour d'autres.

On assiste en fait à un drôle de débat. D'un côté, le Conseil administratif nous demande ce qui se serait passé s'il ne nous avait pas informés et, de l'autre, il se félicite d'avoir sur son bureau les dossiers de gens «dont on ne se figure pas l'importance!» qui sont prêts à racheter TV Léman bleu. Si ces gens, dont on nous tait l'importance, sont prêts à racheter TV Léman bleu, je me dis alors que l'initiative socialiste est tardive: que peut-on faire par rapport à des groupes de presse si importants pour maintenir une télévision locale et indépendante? A supposer qu'un groupe de presse parisien choisisse d'investir dans TV Léman bleu, il investira et fera de TV Léman bleu ce qu'il veut! Que la Ville garde ses 12% de capital-actions ou non, cela ne changera rien!

On voit, dans ce schéma, qu'il ne s'agit pas d'une querelle, mais qu'il s'agit d'un incendie: le toit est déjà parti, le feu a ravagé les combles, est descendu du deuxième au premier étage et, maintenant, tout ce qu'on peut sauver, c'est éventuellement le rez-de-chaussée et, tant qu'à faire, la cave, mais le reste est perdu! Si on veut sauver ce qui reste à sauver, il faut voter les deux motions: la motion socialiste, à condition d'y ajouter mon amendement relatif à notre présence à l'assemblée générale, et la motion de l'Entente et de l'Union démocratique du centre, qui consiste à dire que nous, pouvoir politique, payons les 275000 francs auxquels nous nous sommes engagés, sachant qu'en refusant de payer ce montant nous nous sommes définitivement TV Léman bleu. Le magistrat nous l'a dit, Mesdames et Messieurs: si nous voulons payer les 275000 francs, il faut l'indiquer clairement. En votant la motion de l'Entente et de l'Union démocratique du centre, vous faites savoir au Conseil administratif qu'il n'a aucun motif de retenir les 275000 francs. En refusant la motion, par contre, vous lui signifiez qu'il doit retenir ces 275000 francs. Dans ces conditions, ne venez pas dire ensuite que vous défendez l'emploi et que vous défendez TV Léman bleu! En refusant la motion de la droite, par la force des choses, vous condamnez TV Léman bleu et, plus certainement encore, vous ne lui laissez aucun autre choix que de se livrer, pieds et poings liés, à un groupe de presse, qu'il soit suisse ou étranger.

Réfléchissez et regardez concrètement quel est le contenu politique des deux motions. Vous verrez que la motion de l'Entente répond à la totalité de vos objectifs et que la motion de l'Alternative – qui arrive malheureusement un peu tard – ne peut trouver sa place qu'à l'assemblée générale. A court terme et dans l'urgence, n'ayez aucun scrupule à voter la motion de l'Entente et de l'Union démocratique du centre. C'est bien la seule qui soit en mesure d'assurer dans l'immédiat ce que nous désirons tous ici, à savoir la sauvegarde de TV Léman bleu.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, permettez-moi de prendre la parole et de revenir sur l'élément qui est probablement l'élément déclencheur de toute l'affaire TV Léman bleu. Au mois de septembre, M. Mugny et moi-même avons été invités gentiment autour d'une table pour entendre une demande de la société TV Léman bleu concernant un investissement. Il s'agissait de demander 300000 francs à la Ville de Genève pour améliorer l'outil de production, en l'occurrence pour acheter des caméras de type numérique, car visiblement ce n'était pas le matériel utilisé à l'époque. Forts de cette demande, M. Mugny et moi avons rapporté – comme il se doit dans un tel cas – l'affaire au Conseil administratif, qui me l'a renvoyée pour une analyse un peu plus approfondie.

Nous, Conseil administratif, étions d'accord d'entrer en matière pour allouer, sur le compte d'investissement, 300000 francs à TV Léman bleu. Mais nous avons subordonné cela à certaines conditions, M. Mugny l'a déjà dit, puisque nous savions que la situation financière de la société était mauvaise. Etant donné que nous sommes, le Conseil administratif comme le Conseil municipal, dépositaires des deniers publics, nous ne voulions pas jeter par la fenêtre ces 300000 francs plus, probablement, la subvention de 275000 francs votée en décembre 2003.

Mesdames et Messieurs, la démarche du Conseil administratif s'inscrit dans ce qu'on appelle la bonne gouvernance. La bonne gouvernance financière, c'est de savoir ce qu'on fait de l'argent, c'est se préoccuper, en tant qu'actionnaires, de ce que font le conseil d'administration et la direction générale de la société. Ce sont des principes qui sont en vigueur dans toutes les sociétés. La bonne gouvernance touche aussi l'aspect social; à cet égard, vous ne serez pas étonnés d'apprendre que TV Léman bleu ne respecte pas totalement la convention collective de travail – M. Tornare le dira s'il prend la parole tout à l'heure. Nous avons donc la volonté de respecter les principes de la bonne gouvernance d'entreprise.

Ce que nous vivons aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, est une forme de chantage et je suis navré qu'on en arrive là. La décision prise par le conseil d'administration de licencier l'ensemble du personnel est inacceptable. Nous ne pouvons pas admettre cela, ce chantage est indigne d'une société dans laquelle nous, Ville de Genève, sommes le deuxième plus gros actionnaire.

J'aimerais aussi préciser, et le Conseil administratif est unanime et ferme là-dessus, que jamais nous n'avons voulu nous ingérer dans la partie rédactionnelle de TV Léman bleu. Je ne crois pas qu'on puisse nous reprocher, durant ces six dernières années, d'être intervenus dans le contenu rédactionnel de TV Léman bleu. Par contre, il est vrai que nous avons acheté des prestations et qu'on peut peut-être nous reprocher d'être intervenus à ce titre, mais nous achetons des prestations parce que nous avons un devoir d'information et que nous voulons infor-

mer la population Tous les conseillers administratifs ont acheté des prestations. Aujourd'hui, nous vous donnons certaines explications, mais nous ne pouvons pas tout vous dire, puisque nous sommes soumis au secret de fonction et que nous passons, en ce moment même, en direct sur TV Léman bleu. Il y a certaines informations que nous pourrions vous donner dans un cercle plus restreint, je veux parler de la commission des finances.

Mesdames et Messieurs, ne faites pas comme les Grecs de la Grèce antique: ne tuez pas le messager! Nous avons été des messagers, des porteurs d'informations aujourd'hui. Le débat qui s'ouvre est une bonne chose, il va se poursuivre en commission des finances. J'ai là un dossier complet sur la situation financière de la société et, en commission des finances, je me fais fort, avec mon collègue Mugny, de vous expliquer comment et pourquoi nous en sommes arrivés à prendre des décisions qui sont certes difficiles, mais qui, j'en suis sûr, permettront de pérenniser l'activité de la société.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Beaucoup de choses ont été dites. Je prends la parole pour résumer la position du Parti socialiste, notamment sur l'ensemble des amendements, y compris le nôtre qui vient d'être modifié par les Verts. Sur le fond, nous réitérons notre attachement à TV Léman bleu en tant que média libre et autonome. Nous remercions le Conseil administratif d'avoir fait diligence dans ce dossier et de nous avoir informés.

Concernant l'amendement présenté par le Parti radical, qui demande que la Ville soit représentée au sein du conseil d'administration de TV Léman bleu, si c'est bien le sens de l'amendement de M. Maudet, le Parti socialiste l'acceptera... (*Protestations.*) Si ce n'est pas le sens de l'amendement de M. Maudet, ce dernier s'en expliquera!

L'amendement de M. Froidevaux demande «de représenter les actions de la Ville de Genève à la prochaine assemblée générale et d'y (...)», mais la suite n'est pas précisée... (*Remarque de M. Froidevaux.*)

Le président. Pour l'instant, Monsieur Froidevaux, c'est M^{me} Salerno qui a la parole. Mais, inscrivez-vous, et je vous donnerai la parole.

M^{me} Sandrine Salerno. A mon sens, cela rejoint l'amendement de M. Maudet qui demande que le siège de la Ville au sein du conseil d'administration soit pourvu. Si ce n'est pas cela, je n'ai rien compris, et cela veut dire que ce n'était pas clair!

Quant au second amendement de M. Maudet, qui ajoute une septième invite demandant «de transformer la subvention annuelle en contrat de prestations», nous ne nous y opposerons pas.

Finalement, il y a une dernière proposition, qui est un sous-amendement des Verts à l'amendement socialiste, je cite: «de proposer, lors de l'assemblée générale du 8 mars 2004, la nomination *d'un directeur/d'une directrice reconnu(e)* pour ses compétences, afin de garantir que la chaîne de télévision locale puisse poursuivre sa programmation.» Nous avons écouté attentivement les déclarations de M. Mugny, qui nous disait que de nombreux dossiers de qualité étaient arrivés pour le poste de directeur/directrice de la chaîne. L'important pour nous est que quelque chose se passe. Si un professionnel peut garantir que cette chaîne fonctionne dans de bonnes conditions, si on nous dit qu'on sera dans les temps pour nommer un directeur ou une directrice, si, en plus, il y a des candidatures de qualité et que toutes ces procédures peuvent se faire avant le 8 mars, alors nous accepterons aussi cet amendement.

M. Guy Mettan (DC). Tout d'abord, j'aimerais remercier MM. Mugny et Muller pour les explications que j'avais demandées tout à l'heure et qu'ils nous ont données; elles confirment à la fois les informations que j'avais sur TV Léman bleu et les impressions qu'on pouvait avoir... Je profite de l'occasion pour dire que je ne partage pas tout à fait les critiques de M. Froidevaux à l'égard des administrateurs de la Ville. Je connais bien M. Froidevaux, à côté duquel je siège au conseil de Télégénève; je sais qu'il est un administrateur extrêmement pointilleux et exigeant sur les compétences que doit avoir un membre du conseil d'administration, et qu'il n'aurait pas toléré que les représentants de la Ville aillent droit dans le mur sans rien dire. Je me distancerai donc sur ce point des critiques qu'il a faites. Personnellement, je trouve l'attitude de nos représentants à TV Léman bleu tout à fait responsable.

Je vais essayer maintenant de résumer les choses, puisque beaucoup d'amendements ont été proposés ce soir. Au nom du Parti démocrate-chrétien, je vous propose d'accepter les deux motions ensemble, parce qu'elles sont complémentaires. L'une vise à soutenir concrètement TV Léman bleu et l'autre à limiter toutes les dérives possibles, toutes immixtions dans le contenu rédactionnel de TV Léman bleu. Il faut donc vraiment les voter ensemble.

Ensuite, il est évident qu'il faut accepter l'amendement radical à propos du contrat de prestations, qui va dans le bon sens. Mais il faut refuser l'amendement socialiste au profit de l'amendement des Verts, lequel amendement des Verts – qui vient de nous être distribué – consiste à proposer, le 8 mars 2004, «la nomination *d'un directeur/d'une directrice reconnu(e)* pour ses compétences,

afin de garantir que la chaîne de télévision locale puisse poursuivre sa programmation». Etant donné qu'il n'y a plus de directeur ni de rédacteur en chef, cette proposition est une évidence. Il est certain que, si l'on veut continuer, il faut procéder au choix d'une personne compétente. Je ne vois aucune raison de s'y opposer et je trouve cela très pragmatique comparé à ce que nous proposent les socialistes.

Enfin, les demandes de M. Froidevaux me paraissent aussi une évidence, puisque le Conseil administratif sera présent à ce conseil d'administration du 8 mars. On peut le mentionner si vous le souhaitez, Monsieur Froidevaux, mais, à mon avis, ce n'est même pas nécessaire. Toutefois, si vous maintenez votre amendement nous le soutiendrons.

Dans mon esprit, il est important que le Conseil administratif verse la subvention de 275000 francs qui a été prévue au budget, dans le cas où TV Léman bleu devrait cesser ses activités et où le personnel serait licencié. Je pense qu'il faut retenir encore un peu ce versement et qu'il ne devrait intervenir que pour empêcher que se produise quelque chose d'irréversible, comme la cessation des activités et le licenciement du personnel. Voilà ce que nous devrions décider ce soir.

M. Patrice Reynaud (L). Je souhaite prendre la parole pour insister sur un point qui a été effleuré dans l'amendement du Parti radical et qui concerne la quatrième casquette – si je puis dire – que nous avons, nous, membres du législatif de la Ville de Genève, auprès de TV Léman bleu, c'est-à-dire celle de client. Nous sommes avant toute chose des clients de TV Léman bleu, à telle enseigne qu'en ce moment même nos débats sont retransmis de façon télévisuelle. En tout état de cause, cette notion de client, cet aspect économique, commercial, en dehors de l'aspect purement politique tel qu'il a pu être abordé pendant plus d'une heure maintenant, est, à mon avis, essentiel à notre débat et au vote qui va suivre.

Aujourd'hui, savoir si le Conseil administratif et notamment le Conseil municipal doivent entériner ou non quelques décisions qui ont pu être prises est important, mais ce ne sera pas suffisant pour savoir si nous allons continuer à pouvoir bénéficier des prestations pour lesquelles nous avons acté, que nous avons sollicitées. Il s'agit donc de recentrer le débat, en ce sens qu'aujourd'hui notre interlocuteur n'est pas seulement l'interlocuteur de l'actionnariat, l'interlocuteur du pouvoir politique, mais un fournisseur.

Nous nous devons d'assurer l'information de notre population, c'est un véritable service public. Nous avons décidé en toute connaissance de cause de déléguer ce service public à une société privée, TV Léman bleu en l'occurrence. Quand bien même nous possédons 12% des actions de cette société, c'est néanmoins une prestation de service dont il s'agit.

Je pense qu'il convient, concernant les motions et les différents amendements qui ont été déposés ce soir, que nous ajoutions ce complément purement économique qui consiste à dire que nous devons assurer la continuation de cette information. Nous devons continuer à l'assurer par l'intermédiaire de notre fournisseur, à savoir TV Léman bleu qui, jusqu'à preuve du contraire, ne sera bientôt plus susceptible d'assurer cette prestation, compte tenu de la démission du conseil d'administration et, qui plus est, du licenciement de l'ensemble du personnel.

C'est pourquoi nous, libéraux, allons suivre l'amendement de M. Maudet, consistant à ajouter une septième invite qui demande de transformer la subvention annuelle en contrat de prestations. Nous renonçons à déposer un amendement complémentaire – il y en a déjà eu suffisamment à ce sujet – mais nous insistons, encore une fois, sur cette quatrième casquette, sur ce qu'est TV Léman bleu pour la Ville de Genève. Je crois qu'il est essentiel de ne pas l'oublier: c'est avant toute chose un prestataire, c'est-à-dire le fournisseur d'une prestation que nous devons, non seulement à nous-mêmes, mais surtout à celles et ceux qui nous écoutent ce soir et qui, je l'espère, continueront à bien vouloir nous écouter.

M. Pierre Losio (Ve). Je voudrais expliciter le sous-amendement que nous avons déposé à l'amendement socialiste. Nous proposons, pour accélérer le processus, de demander au Conseil administratif, je lis:

Projet d'amendement

«– de proposer, lors de l'assemblée générale du 8 mars 2004, la nomination d'un directeur/d'une directrice reconnu(e) pour ses compétences, afin de garantir que la chaîne de télévision locale puisse poursuivre sa programmation;»

En effet, il faut avancer plus rapidement, dans ce contexte particulièrement délicat des parts de marché publicitaires et des éventuelles entités qui pourraient soutenir TV Léman bleu a posteriori. C'est pourquoi nous proposons cet amendement. J'ai entendu qu'il avait recueilli l'assentiment de divers groupes... (*Brou - haha.*) Monsieur le président, est-ce que vous m'avez entendu? (*Dénégation du président.*)

Je répète donc que mon intervention vise à expliciter le sous-amendement que nous avons déposé à l'amendement socialiste. Nous proposons de mandater le Conseil administratif pour qu'il propose la nomination d'une directrice ou d'un directeur, de façon à accélérer le mouvement et à sortir rapidement de cette crise.

Je demande encore que l'on veille, lors de la rédaction finale de cet amendement, à l'orthographe épiciène de la formulation, à savoir: «un directeur/une directrice reconnu(e)».

Enfin, nous accepterons l'amendement qui vise à établir un contrat de prestations entre la Ville de Genève actionnaire et TV Léman bleu.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Apparemment, si je regarde la liste des orateurs, il m'appartient de conclure. Je vous dirai que je suis triste et je m'explique. Nous avons ce soir un débat fondamental sur un sujet d'une certaine importance aussi bien pour la droite que pour la gauche, qui est, d'une part, la presse, d'autre part, la liberté et, enfin, l'emploi. Or, on peut remarquer que l'effort pour tenter de convaincre a été fait, mais que l'effort d'écouter n'a pas été fait! Cette salle est vide, elle a été vide pendant toute la durée du débat, Monsieur le président, et j'espère que vous sonnerez pour le vote, de sorte qu'elle se remplisse! Je le répète, l'effort qui a été fait dans cette salle pour une expression libre est resté sans effet: M. Losio vient de nous dire des choses importantes et personne, au sein du bureau, n'a demandé un minimum de discipline pour qu'ici, à 3 mètres de M. Losio, je puisse l'entendre! On ne peut qu'éprouver une immense tristesse devant cette inattention, par rapport à l'importance du débat.

A l'intention de M^{me} Salerno, qui, bien sûr, ne m'écoute pas, j'explique pour la troisième fois l'amendement qui a été déposé...

M^{me} Sandrine Salerno (S). Pas besoin, j'ai compris!

M. Jean-Marc Froidevaux. La phrase que j'ai proposée, à savoir: «de représenter les actions de la Ville de Genève à la prochaine assemblée générale et d'y (...)», vient immédiatement au début de la première invite et fixe simplement le lieu où les propositions qui suivent doivent être faites. La motion demande de veiller à maintenir une télévision locale, d'appuyer une organisation efficace: tout cela, c'est un débat d'assemblée générale et il est donc normal de demander que le Conseil administratif représente à l'assemblée générale les actions de la Ville de Genève et y fasse valoir un certain nombre de droits.

Voilà ce que j'ai voulu dire. Une fois de plus, car c'est l'usage, je n'ai pas été écouté et vous allez évidemment refuser cet amendement à défaut de l'avoir compris. Mais convenez que, pour l'avoir expliqué quatre fois à tout le moins, j'ai fait l'effort!

Le président. Conformément à l'article 97 de notre règlement, nous voterons d'abord le sous-amendement, puis l'amendement concerné, et ainsi de suite. Je commence par le sous-amendement du Parti radical, qui consiste à ajouter la phrase suivante tout à la fin de l'amendement socialiste: «... au conseil d'administration de la chaîne.» Madame Salerno, demandez-vous la parole?

M^{me} Sandrine Salerno (S). Oui, Monsieur le président. Avant M. Froidevaux – qui nous a fait un pathétique numéro en expliquant que je ne l'écoutais pas et qu'il n'était pas compris – je suis intervenue pour dire que nous soutiendrions l'amendement des Verts à la place de notre amendement. Donc, l'amendement socialiste tombe et je ne sais pas si vous devez faire voter le sous-amendement radical...

Le président. Je donne la parole à M. Maudet...

M. Pierre Maudet (R). Pour la bonne forme, Monsieur le président, je retire ce sous-amendement dès lors que l'amendement socialiste tombe.

Mis aux voix, l'amendement des Verts est accepté par 72 oui contre 0 non (1 abstention).

Mis aux voix, l'amendement radical demandant l'ajout d'une septième invite est accepté sans opposition (quelques abstentions).

Mis aux voix, l'amendement libéral est refusé par 41 non contre 31 oui (1 abstention).

Mise aux voix, la motion amendée est acceptée par 72 oui contre 0 non (2 abstentions).

La motion est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de proposer, lors de l'assemblée générale du 8 mars 2004, la nomination d'un directeur/d'une directrice reconnu(e) pour ses compétences, afin de garantir que la chaîne de télévision locale puisse poursuivre sa programmation;

- de veiller à maintenir une télévision locale indépendante à Genève;
- d'appuyer une réorganisation efficace de TV Léman bleu;
- de renforcer l'amélioration des conditions de travail des professionnel(le)s qui travaillent à TV Léman bleu;
- de contribuer à un développement et à un enrichissement de la programmation de cette chaîne;
- de souligner l'attachement de la Ville de Genève à TV Léman bleu;
- de l'informer régulièrement oralement ou par écrit;
- de transformer la subvention annuelle en contrat de prestations.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

7. Motion de MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Marie Hainaut, Georges Queloz, Eric Ischi, Pierre Maudet, Guillaume Barazzone, M^{mes} Renate Cornu et Nathalie Fontanet: «Prix spécial des droits de l'homme au Conseil administratif de la Ville de Genève (TV Léman bleu)» (M-435)¹.

PROJET DE MOTION

Vu l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) directement applicable en droit suisse et qui stipule que:

«1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. (...)

»2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de

¹ Urgence acceptée, 4286.

la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.»;

considérant que, au vu de cette disposition, dans une décision de principe maintes fois confirmée, la Cour européenne des droits de l'homme a stipulé que la restriction à la liberté de la presse n'est possible qu'aux conditions cumulatives d'être, premièrement, proportionnelle avec le but légitime visé et, deuxièmement, nécessaire dans une société démocratique (arrêt *Sunday Times* du 26 avril 1979);

attendu pourtant que par voie de presse le Conseil administratif a sommé un média, soit TV Léman bleu, de réformer sa direction et son conseil d'administration, conditionnant le paiement de la retransmission des débats du Conseil municipal voté au budget 2004 à l'accomplissement préalable des conditions posées au titre de l'autorité publique;

attendu que, en ce qui concerne le but visé par le Conseil administratif, il procède de l'organisation de la société de presse qui peut et doit être débattue dans le cadre de son assemblée générale des actionnaires, mais il ne procède d'aucune des fins d'intérêt public telles qu'elles sont définies de manière exhaustive par l'article 10, alinéa 2, de la CEDH;

attendu que le Conseil municipal a estimé nécessaire que dans notre société démocratique ses débats soient diffusés aux conditions d'objectivité et d'intégralité qu'il a fixées et dont il n'est pas douteux qu'elles sont pleinement respectées;

considérant qu'ainsi aucune des conditions à la restriction de la liberté de la presse n'est réalisée, si bien que la suspension du paiement de la retransmission des débats du Conseil municipal par le Conseil administratif pour des motifs d'organisation de la société anonyme TV Léman bleu constitue une tentative de censure par l'autorité publique incompatible avec la liberté de la presse et une violation évidente de l'article 10 de la CEDH;

considérant qu'en outre la revendication annoncée du Conseil administratif de siéger au conseil d'administration de TV Léman bleu et – qui plus est – d'y avoir deux sièges fonde les plus graves inquiétudes au sujet de l'indépendance future de ce média,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à s'abstenir de toutes interventions relatives aux médias (organisation, publication, ligne éditoriale, etc.) qui ne seraient fondées sur l'article 10, alinéa 2, de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le président. Si personne ne souhaite prendre la parole sur cette motion, nous passons au vote... Monsieur Froidevaux, vous avez la parole. (*Brouhaha.*)

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Vous n'avez pas voulu lier les deux motions, Monsieur le président, je suis donc forcé d'intervenir maintenant... Le Conseil administratif nous a demandé de dire clairement si nous souhaitions verser les 275000 francs de subvention à TV Léman bleu, de telle manière à assurer la viabilité de cette télévision cette année, sachant que le déficit, abyssal, est de 300000 francs... (*Remarque de M. Mugny.*) Je parle du déficit de fonctionnement, Monsieur Mugny, et non du déficit reporté! Mesdames et Messieurs, je vous suggère donc de voter cette motion M-435, qui va exactement dans ce sens-là. Pour le surplus, vous avez lu les invites et les considérants, ils sont exacts, personne ne les a contestés. C'est dire qu'en votant oui vous ne vous méprenez pas. Dans l'immédiat – et parce que notre volonté commune est de garantir la poursuite des activités de TV Léman bleu, jusqu'à ce que les réorganisations que nous venons de voter soient entreprises – il y a lieu de donner un premier signal en payant les prestations dont nous venons de voter le principe. Le moyen d'y parvenir est de voter oui à cette motion.

Préconsultation

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Monsieur Froidevaux, vous ne cessez de dire un certain nombre de choses sur la situation financière et je voudrais apporter quelques précisions. D'après les chiffres que nous avons, le déficit de l'année écoulée est bien plus élevé que 300000 francs. Multipliez cela par le nombre d'années et vous aurez une idée de l'ampleur du déficit cumulé, qui, contrairement à ce que vous avez dit plusieurs fois, n'a pas été épongé. Il suffit de regarder les comptes de la Ville chaque année pour voir que nous n'épongeons pas le déficit en versant 300000 francs, ou 275000 francs!

En ce qui concerne la subvention de cette année, nous avons la ferme intention de ne pas verser un sou – à moins que le Conseil municipal nous demande le contraire – tant que nous ne serons pas sûrs de l'avenir de TV Léman bleu. En revanche, comme l'a dit M. Mettan, s'il s'agit tout à coup de sauver la situation parce qu'on est à deux doigts de la catastrophe, il est évident que nous réexaminerons la chose. Mais notre idée est de ne rien verser avant le 10 mars 2004. Si le 10 mars nous sommes satisfaits, nous verserons alors cet argent pour que TV Léman bleu puisse continuer.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Il y a juste une année, j'ai indiqué au conseil d'administration de 022 Télégénève que la situation de TV Léman bleu était si catastrophique qu'elle ne permettait pas de faire les montages financiers que le président du conseil proposait. A cette occasion, il a été demandé un avis de droit à un avocat sensiblement plus compétent que moi – comme dirait notre maire

bien-aimé! – et qui, au demeurant, est professeur à l'université. Cet avocat – pour donner raison à M. Ferrazino – a dit que j'avais tort, que la situation de TV Léman bleu n'était pas si grave et que, en ce qui concernait la créance postpositionnée, la responsabilité des administrateurs de 022 Télégenève n'était pas du tout engagée. On demandait à TV Léman bleu, soi-disant si riche, de rembourser une créance postpositionnée, alors que je soutenais que cela était exclu, vu la situation désespérée qui était la sienne.

C'est dire que j'entends des discours totalement contradictoires. Je veux bien croire, Monsieur Mugny, que la situation s'est aggravée, mais en tout cas, au mois de juin 2003, j'ai reçu copie d'un avis de droit, signé d'un avocat prestigieux, disant que mes propos alarmistes sur la situation de TV Léman bleu étaient sans fondement. Alors, si vous avez des chiffres, communiquez-les-moi! En tout cas, pour ma part, on m'a convaincu – sous une signature prestigieuse, je le répète – que j'avais parfaitement tort de m'alarmer. Ne venez donc pas me dire que la situation s'est aggravée!

Subsidiairement, nous parlons effectivement ici du budget de fonctionnement de TV Léman bleu et les 275000 francs que nous verserions n'auront évidemment pas pour effet de combler les déficits antérieurs: cela, c'est 022 Télégenève qui s'y emploie. Mais il faut garantir le fonctionnement de la télévision pour l'année 2004, de sorte que 022 Télégenève puisse s'occuper d'autre chose.

M. Pierre Maudet (R). Nous venons de parler du déficit financier, qui a fait l'essentiel du débat précédent. Pour ma part, j'aimerais revenir un instant sur la manière dont les choses se sont déroulées et parler du déficit d'image – car il y a d'autres types de déficit que le déficit financier qui peuvent nuire à une entreprise de communication telle que TV Léman bleu.

Pour ma part, et mon groupe avec moi, je ne peux que souscrire à l'invite de la motion rédigée par les libéraux, à laquelle se sont associés un certain nombre de groupes. La manière dont le magistrat a fait état des difficultés de TV Léman bleu m'a quand même choqué, ce d'autant plus qu'il provient lui-même des milieux de la presse et qu'il tenait à l'indépendance comme à la prunelle de ses yeux! Concernant TV Léman bleu, j'ai l'impression que la manière dont il a amené ce débat a terni l'image de cette chaîne et je le déplore.

Ce soir, je pense que nous pouvons corriger en partie le tir, en votant unanimement cette motion et en demandant que le Conseil administratif use des plus sérieuses précautions lorsqu'il parle de la presse, qu'il ne donne pas l'impression d'agir à la manière d'un cow-boy qui place sur le plot d'équarrissage la société en question, qui la menace, et cela par médias interposés. Là, je pense qu'il a fait usage de davantage de force qu'il aurait dû.

Les radicaux approuveront la motion M-435, en espérant que cette image sera corrigée ce soir et que le message général donné à la population sera celui d'un média auquel nous tenons parce qu'il est indépendant et libre!

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Je crois que nous allons pouvoir clore ce débat. Monsieur Froidevaux, nous ne pouvons pas vous donner les chiffres précis – bien que nous les ayons ici – mais je peux vous dire que, d'après les comptes 2003, non audités par la fiduciaire de la société en question, les chiffres sont alarmants et même très alarmants. Or, le rôle du Conseil administratif est de se préoccuper des deniers publics. Cela dit, une chose est sûre: si des mesures de restructuration sont prises à TV Léman bleu, la subvention de 275000 francs sera versée illico presto et, pourquoi pas, nous entrerons même en matière pour l'investissement dont il a été question au mois de septembre 2003.

J'aimerais aussi dire ici, et cela a été relevé dans les discussions que nous avons eues avec la direction et la présidence de la société en question, qu'il y a des dysfonctionnements, qu'il y a des lacunes dans la recherche de financements. Je pense particulièrement à la subvention de l'Etat de Genève. Savez-vous combien donne l'Etat de Genève à TV Léman bleu pour la retransmission des séances du Grand Conseil, qui sont plus nombreuses et plus longues que les nôtres? L'Etat de Genève donne 70000 francs! Lorsque j'ai assisté, comme observateur, à une séance du conseil d'administration, j'ai conseillé à la direction de TV Léman bleu d'aller à la Chancellerie d'Etat et de demander une rallonge qui soit au moins équivalente à la subvention de la Ville de Genève, puisque les heures de diffusion pour le Grand Conseil sont plus nombreuses que celles du Conseil municipal. Il y a aussi des mesures à prendre en matière de publicité. La bonne gouvernance d'une société commande de s'occuper de ces problèmes, d'essayer de les résoudre, au lieu de mettre la tête dans le sable, comme l'a fait le conseil d'administration à ce jour.

Mise aux voix, la motion est refusée par 41 non contre 31 oui (2 abstentions).

(La présidence est assurée, jusqu'à la fin de la séance, par M. Gérard Deshusses, vice-président.)

8. Clause d'urgence sur la résolution de MM. Gilles Thorel, Jacques Mino et Alain Dupraz: «L'irrespect, ça pourrait la vie... Pour l'interdiction dans le canton de Genève de l'affiche UDC montrant des rats rouges» (R-64)¹.

M. Gilles Thorel (S). Etant donné la tournure que prennent les discussions à propos de cette résolution, nous retirons la clause d'urgence et nous traiterons cet objet, nous l'espérons, lors de la prochaine session du Conseil municipal.

9. Proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 300 000 francs destiné à:

- financer la manifestation Asphaltissimo 2004 – Festival de sports urbains – dans le cadre de la participation de la Ville de Genève aux Fêtes de Genève;
- répondre aux objectifs de la motion M-319 de MM. Pierre Maudet, Michel Ducret, Alain Fischer, Guy Dossan, René Winet, Bernard Lescaze, M^{mes} Michèle Ducret et Catherine Hämmerli-Lang, acceptée par le Conseil municipal le 4 décembre 2002, intitulée: «Pour un vrai soutien de la Ville aux sports de rue populaires»;
- répondre aux objectifs de la motion M-275 de MM. Damien Sidler, Gérard Deshusses et M^{me} Liliane Johner, acceptée par le Conseil municipal le 25 mai 2002, intitulée: «Marchons avec Genève Tourisme» (PR-326).

Introduction

Durant l'édition 2003 des Fêtes de Genève, la Ville a innové en accueillant une plate-forme de présentation des sports urbains. C'est ainsi qu'elle a proposé à la population des démonstrations et des compétitions de basket de rue, de skate, de BMX... ainsi qu'une opportunité de s'adonner à ces sports de rue dans des conditions tout à fait exceptionnelles. Durant deux semaines, de nombreux jeunes ont pu vivre pleinement leur passion et un public nombreux s'est familiarisé avec ces pratiques.

¹ Annoncée, 4099.

Historique

Le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement accorde une place importante aux sports de rue. Il a pris l'initiative d'implanter un skate-park sur la plaine de Plainpalais.

Le développement des sports de rue (roller, skate-board, BMX, streetbasket, etc.) ne constitue pas un phénomène de mode, mais répond à une évolution profonde des aspirations de la jeunesse actuelle. Depuis sa mise en place, la Délégation à la jeunesse a toujours cherché à nouer des contacts avec les jeunes adeptes, ainsi qu'avec les mouvements ou associations qu'ils ont constitués. Diverses manifestations ont été organisées ces dernières années dans cet esprit.

Grâce à l'excellente collaboration avec le Service des sports, la première édition du festival Asphaltissimo a pu se dérouler en 2002, sur l'esplanade des Vernets et la patinoire extérieure. Différentes compétitions sportives ainsi que des concerts ont attiré plusieurs centaines de jeunes.

En été 2003, ils sont des milliers à avoir participé, ou simplement assisté à Asphaltissimo 2003. Sur proposition du groupe de travail formé par le Conseil administratif (voir décisions du Conseil administratif du 18 décembre 2002 et du 7 mai 2003), la Délégation à la jeunesse a organisé un espace spécialement dédié aux jeunes dans le cadre des Fêtes de Genève, dans un périmètre situé entre la place du Rhône et le quai du Général-Guisan.

Asphaltissimo 2003 a permis à la population de se familiariser avec les sports urbains. La réussite de l'opération a été possible grâce à l'engagement important de nombreux services municipaux, le Service des sports, déjà cité, le Service des espaces verts et de l'environnement et la Voirie. La mise en place d'un espace clairement identifié «Ville» au coeur des Fêtes de Genève a contribué à améliorer leur visibilité au sein de cette manifestation, dont on oublie parfois qu'elle ne saurait se dérouler sans un engagement massif des services publics municipaux.

Concept

Il existe une forte demande des jeunes – dont bon nombre ne partent pas en vacances – pour un lieu qui leur soit plus particulièrement dédié au sein des Fêtes de Genève. L'organisation d'une manifestation comme Asphaltissimo offre une opportunité intéressante de faire découvrir aux jeunes les activités que la Ville leur propose. Celle-ci favorise également la participation des jeunes à l'organisation de la manifestation, en misant sur leurs compétences et leur engagement. Plus largement, c'est l'occasion de faire découvrir à un large public la politique de la Ville en faveur de la jeunesse et c'est aussi une manière d'inviter la population à revoir certains clichés en lui permettant d'apprécier des actions entreprises par les jeunes eux-mêmes.

Les principes de la participation de la Ville à ce genre d'événement sont connus:

- offrir une tribune aux jeunes lors d'un événement populaire,
- et allier la prévention active avec des moments de fête, de rencontre et de dialogue entre toutes les couches de la population.

Programme 2004

Comme l'an dernier, le programme de l'édition 2004 sera élaboré en étroite concertation avec les jeunes eux-mêmes. Mais, sur la base de l'expérience de l'an dernier, il est évident que les week-ends seront consacrés aux différentes compétitions, tandis que le public aura l'occasion de pratiquer lui-même durant les jours de la semaine.

Le choix des prestations musicales sera affiné pour une meilleure coordination avec les fêtes elles-mêmes et pour diminuer les nuisances subies par les commerçants voisins.

Le nombre des spectacles de rue et d'animations de rue sera augmenté pour répondre à la demande populaire.

Disposant de plus de temps, il est envisagé d'organiser chaque jour, sur la place du Rhône, un événement susceptible de rallier un large public.

Asphaltissimo 2004 se conçoit toujours comme une animation Ville de Genève. Dans ce sens, une collaboration encore plus étroite avec les services municipaux est envisagée, avec, par exemple, une opportunité de faire connaître les actions menées par le Service des ressources humaines en faveur des jeunes apprentis.

Budget

1. Technique (location matériel, sonorisation, structures)	120000 francs
2. Encadrement (monteurs, samaritains, sécurité, catering)	50000 francs
3. Animations (musique, artistes de rue, attractions)	70000 francs
4. Organisation (communication, moniteurs)	50000 francs
5. Compétitions (t-shirts, prix)	<u>10000 francs</u>
Total	300000 francs

Agenda 21

Les principes de la Ville de Genève dans le domaine du nettoyage, des installations sanitaires, des poubelles et du tri des déchets sont évidemment pris en compte durant cette manifestation.

Asphaltissimo devient ainsi une vitrine publique et fait la preuve qu'une grande manifestation sportive et festive peut – et doit – respecter les engagements d'une collectivité publique dans le domaine de l'Agenda 21.

Les disciplines présentées dans le cadre d'Asphaltissimo sont appelées à devenir une alternative aux déplacements en milieu urbain.

Enfin, et ceci est essentiel, la prise en compte des jeunes, de leur mode de vie, de leurs modes d'expression et de leurs compétences tend à améliorer la cohabitation entre toutes les couches de la population et répond ainsi à l'objectif de développement de la cohésion sociale, élément essentiel du programme Agenda 21 de la Ville. C'est donc l'ensemble de la population qui est largement bénéficiaire de cette opération.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les motions M-319 et M-275, acceptées par le Conseil municipal;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 300000 francs destiné à financer la participation de la Ville à Asphaltissimo 2004.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée par une économie équivalente dans le budget de fonctionnement 2004 de la Ville de Genève ou par un revenu supplémentaire équivalent.

Art. 3. – La charge mentionnée à l'article premier sera imputée au compte de fonctionnement 318610 «Organisation d'événements» de la Délégation à la jeunesse.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Cette proposition concerne la deuxième édition de la manifestation Asphaltissimo qui, l'année passée, a eu un grand succès. Cette manifestation répond à deux motions votées presque à l'unanimité par le Conseil municipal. Nous avons tenu compte des petits défauts que nous avons pu constater l'année passée lors de la première édition. Entre autres, les riverains trouvaient qu'il y avait parfois des nuisances sonores et, cette année, nous essayerons de faire mieux. La Délégation à la jeunesse organise Asphaltissimo en partenariat avec le département des sports et de la sécurité de M. André Hediger, que je remercie.

C'est une manière de canaliser l'enthousiasme et l'énergie des jeunes et cela leur permet aussi de faire du sport. Je crois que cette manifestation mérite le soutien du Conseil municipal et je vous propose de renvoyer cette proposition dans la commission de votre choix.

Préconsultation

M. Pierre Maudet (R). Nous, radicaux, sommes évidemment favorables au renvoi de cette proposition pour étude en commission, notamment pour les raisons évoquées par le magistrat. J'ai pu assister en partie, l'été dernier, au travail important qui a été fait à la place du Rhône par toute l'équipe et je souhaite qu'elle puisse se produire à nouveau.

J'ai deux petits bémols, en lien avec le titre de la proposition. Tout d'abord, la motion radicale M-319 intitulée: «Pour un vrai soutien de la Ville aux sports de rue populaires», n'a, sauf erreur, pas encore été formellement acceptée par le Conseil municipal; elle est à l'étude en commission des sports et de la sécurité. Pour une question d'unité de la matière, je souhaiterais donc qu'on renvoie la proposition PR-326 à la commission des sports et de la sécurité, pour qu'elle puisse y être traitée.

Ensuite, concernant les objectifs de la motion M-275 intitulée: «Marchons avec Genève Tourisme», j'espère qu'au-delà de cette proposition nous aurons bientôt d'autres propositions du Conseil administratif pour marcher plus vite et plus fort avec Genève Tourisme!

M. Gilles Thorel (S). C'est avec un enthousiasme certain que le Parti socialiste vous appelle à renvoyer cette proposition à la commission sociale et de la jeunesse. En effet, la manifestation Asphaltissimo a été un vrai succès en 2003 et cela sur tous les plans. C'est bien sûr le fruit de l'excellent travail de la Délégation à la jeunesse.

Cette manifestation répond à des besoins et à des demandes des jeunes, tout en les intégrant au projet. Tout ne leur est pas offert ni dû, puisqu'ils sont invités à participer activement au projet. Asphaltissimo met en réseau un grand nombre d'acteurs municipaux, les associant et les sensibilisant ainsi à la problématique de la jeunesse, la réciproque étant vraie. Nous vous invitons donc à renvoyer la proposition à la commission sociale et de la jeunesse.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Nous estimons que tout ce qui concerne les sports, en particulier les sports urbains et populaires, doit être abordé dans une seule et même commission, or il n'y en a qu'une qui porte ce titre. C'est la raison pour laquelle nous demandons le renvoi de cette proposition à la commission des sports et de la sécurité. A titre indicatif, je rappelle que le Conseil municipal a renvoyé à cette commission, il y a peu de temps, la motion M-408, relative au mur à grimper: c'est dire que tous les aspects du sport y sont traités.

M. Jean-Marie Hainaut (L). C'est avec le même intérêt que le groupe libéral a pris connaissance de cette proposition et c'est avec la même motivation qu'il souhaite en faire l'analyse en commission des sports et de la sécurité, pour les raisons qui ont été évoquées: l'unité de la matière, une certaine homogénéité dans les discussions qu'on peut avoir, les objets précédemment traités dans cette commission, notamment la motion M-319. Il a été démontré, lors des diverses auditions dans cette commission, que les commissaires avaient pu progresser dans leur manière d'appréhender cette problématique des sports de rue, dans leurs connaissances et leur façon de voir comment les choses devaient se faire. Il nous semblerait dommage qu'on ne profite pas du travail déjà effectué et qu'on recommence tout dans une autre commission.

Nous soutenons donc le renvoi de la proposition PR-326 à la commission des sports et de la sécurité et nous vous invitons à en faire de même.

M. Damien Sidler (Ve). Les Verts voteront également le renvoi de cette proposition à la commission des sports et de la sécurité. Effectivement, cela a déjà été dit, il est intéressant de traiter tous les sujets concernant les sports de rue dans une même commission. Je suppose que M. Tornare sera auditionné pour défendre sa proposition.

Le titre de cette proposition mentionne que le Conseil administratif répond aux objectifs de la motion M-275, «Marchons avec Genève Tourisme». Monsieur le vice-président, vous avez signé la motion M-275 avec moi: ne vous semble-t-il

Proposition: participation de la Ville de Genève à la Foire de Paris

pas que c'est à Genève Tourisme de remplir les objectifs que nous lui avons fixés et pas au Conseil administratif, à M. Tornare? En l'occurrence, je pense que cette proposition n'a aucun lien avec la motion M-275.

Mis à part cela, le projet Asphaltissimo est digne d'intérêt et, bien entendu, nous le soutiendrons en commission.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Je remercie le Conseil administratif de son empressement à répondre à la motion M-319 «Pour un vrai soutien de la Ville aux sports de rue populaires», mais je tiens à signaler que, malheureusement, cette motion n'a pas encore été votée par ce plénum...

M. Didier Bonny (DC). Le groupe démocrate-chrétien trouve cette proposition fort intéressante et il se ralliera à la position de la majorité de ce plénum, donc à son renvoi à la commission des sports et de la sécurité. Il est vrai que c'est un projet qui dépend également de la Délégation à la jeunesse, donc du département de M. Tornare, et on ne peut que se réjouir d'auditionner M. Tornare et M. Hediger à la commission des sports et de la sécurité.

Mise aux voix, la proposition est prise en considération et son renvoi à la commission des sports et de la sécurité est accepté à l'unanimité.

10. Rapport oral de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 7 janvier 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 450 000 francs destiné à couvrir les dépenses relatives à la participation de la Ville de Genève à la centième édition de la Foire de Paris, du 29 avril au 9 mai 2004 (PR-321 A)¹.

M. Didier Bonny, président de la commission des finances (DC). Etant donné l'heure tardive – c'est presque l'heure de faire la foire... – je serai bref. Comme vous le savez, cet objet a été renvoyé à la commission des finances lors de notre séance du 20 janvier 2004. La commission des finances a fait diligence de telle manière à pouvoir revenir ce soir avec un rapport oral.

¹ Proposition, 3758.

La plupart d'entre vous ont sans doute déjà lu dans la presse ce qui s'est dit au sein de la commission des finances – je n'approuve pas tellement ces procédés, mais on ne peut pas empêcher les gens de parler... L'essentiel de ce qui s'est passé va être narré par le rapporteur, M. Jean-Marie Hainaut, que je tiens à remercier pour sa rapidité, puisque nous avons voté sur cet objet mardi dernier.

M. Jean-Marie Hainaut, rapporteur (L). Je vais tâcher de résumer notre travail en commission des finances, mais avec le souci d'être complet, puisque le fait d'avoir travaillé rapidement ne devrait pas vous priver d'un compte rendu exhaustif de ce qui a été discuté, même si un certain nombre d'informations ont déjà été divulguées par d'autres médias – ce qui, entre parenthèses, enlève un peu d'originalité à ce que je vais vous dire, mais qu'importe!

Comme c'est l'usage, je souhaiterais commencer par remercier M^{me} Gisèle Spescha, procès-verbaliste, pour les notes de séances. Il n'y a pas de raison, sous prétexte que le rapport est oral, qu'elle n'ait pas droit aux remerciements que la qualité de son travail mérite!

Comme l'a dit le président de la commission des finances, les travaux de la commission se sont limités à l'audition, lors de la séance de la semaine passée, de M. Tornare, accompagné de deux personnes: M. Jean-Luc Valencien, qui était à ses côtés pour éclairer la commission des finances sur l'aspect technique de l'organisation des stands dans les foires, lui-même étant expert en la matière, et M. Zahi Haddad, adjoint de direction au Service des relations extérieures. Lors de cette audition, les points principaux qui sont ressortis des explications complémentaires du magistrat étaient, tout d'abord, le rappel de l'importance de la place de Genève dans le concert international et le souci que tout le monde doit avoir de maintenir cette place, cela par tous les moyens, moyens de représentation usuels ou à créer. C'est un point sur lequel tout le monde s'est accordé.

Sur le projet lui-même, nous n'avons pas eu véritablement de nouveaux éléments par rapport à la proposition qui avait été présentée. On nous a expliqué que le projet n'était pas si mauvais que cela, qu'il n'était pas si mal ficelé et que ce genre de projet était toujours délicat à mener... Dans les circonstances particulières, le magistrat déplorait un certain retard pris dans l'élaboration du projet, retard qu'il attribuait pour partie à une première tentative avortée d'obtenir un concept satisfaisant. Cette première tentative avait été laissée de côté en raison du coût trop important qu'elle impliquait, puisqu'il s'agissait d'un projet allant au-delà de 8000 0 0 francs. Le magistrat et ses services ont donc dû se pencher sur l'élaboration d'un projet meilleur marché, ce qui a retardé l'ensemble de la préparation.

Par rapport à cette situation, le magistrat a évoqué le fait que, ayant fait l'analyse de la situation, cinq possibilités se présentaient à la commission des finances. Tout d'abord, le maintien du projet en l'état, c'est-à-dire la présence de Genève à

l'édition 2004 de la Foire de Paris avec le concept tel qu'il avait été présenté. La deuxième possibilité était de participer à l'édition 2004, mais avec un stand de dimensions réduites, ce qui nécessitait de revoir les ambitions de la Ville à la baisse, puisque tout ce qui devait être présenté sur un stand de 400 m² ou plus ne pouvait pas forcément l'être sur un stand de 120 m². A l'égard de cette deuxième proposition, la commission des finances a appris que le coût n'était pas réduit dans les mêmes proportions que celles du stand, ce qui a un peu étonné la commission, qui, vous le verrez, n'a pas privilégié cette solution.

La troisième possibilité était de participer à l'édition 2005, l'idée étant que, si l'on juge la présence de Genève importante en termes de représentativité dans une foire telle que celle de Paris, elle mérite d'être bien préparée. Les retards dont souffre le projet pour 2004 pourraient être facilement surmontés si l'on envisageait de se rendre à la Foire de Paris en 2005. Cet événement étant annuel, il n'y aurait pas de difficulté majeure à repousser notre participation d'une année.

La quatrième possibilité était une participation en miniature en 2004 et en 2005, avec un petit stand de 120 m². Cette solution, qui avait l'avantage de doubler la présence de Genève à Paris, ne palliait pas tout à fait l'inconvénient d'avoir un stand réduit et donc une visibilité de la Ville également réduite. La cinquième possibilité, celle de dernier ressort, était de renoncer à toute participation.

Face à ces différentes possibilités, la commission des finances a souhaité savoir quels étaient les avantages et les inconvénients des deux possibilités qui semblaient encore s'offrir, les deux seules qui permettaient de concrétiser la proposition du Conseil administratif, à savoir la présence en 2004 avec le projet tel qu'il avait été élaboré ou la présence en 2005. L'inconvénient principal de la présence en 2004 était le retard pris dans l'élaboration du projet, puisque, vous l'avez constaté et la commission des finances l'a relevé lors de ses travaux, le projet présenté n'était qu'une ébauche, qui aurait mérité d'être encore travaillée. Le deuxième inconvénient était que le retard pris par le projet influait sur l'état d'avancement des contacts avec les partenaires privés, dont la présence sur les stands aurait fait l'objet d'une contre-prestation financière, les partenaires privés participant ainsi au financement du projet. Au sein de la commission, tout le monde s'est rendu compte que le retard dans l'avancement des discussions avec les partenaires privés rendait les négociations difficiles, la Ville étant placée dans une situation qui lui était assez défavorable.

Lors des questions qui ont suivi la présentation du magistrat, les points principaux qui sont ressortis étaient les suivants. Tout d'abord, une question s'est posée, qui n'a, à ce jour, pas reçu de réponse, quant à la définition des objectifs de la présence de la Ville de Genève à une foire telle que celle de Paris. Plusieurs commissaires ont posé la question de savoir quel était véritablement l'objectif

poursuivi; était-ce la représentativité et, dans l'affirmative, la représentativité économique, la représentativité mixte? Cette définition insuffisante des objectifs a été l'une des préoccupations de la commission des finances.

Le deuxième point important était la dimension géographique. Le projet visait une présence de la Ville de Genève à la Foire de Paris et plusieurs commissaires ont posé la question – sans pouvoir y répondre – de savoir si Paris était le lieu idéal. Est-ce que cela devait être le seul lieu ou d'autres lieux pouvaient-ils entrer en ligne de compte pour une présence de la Ville de Genève, avec un stand du type de celui prévu pour la Foire de Paris?

Le troisième élément qui a retenu l'attention de la commission – qui s'orientait vers une position relativement négative par rapport à la proposition – était la question du coût: à la question de savoir si des frais importants avaient déjà été engagés, il a été répondu que le projet avait déjà coûté 50000 francs, montant versé à des partenaires impliqués dans les phases préliminaires du projet. Voilà ce qui est ressorti de la discussion avec le magistrat et avec les personnes qui l'accompagnaient.

Lors de la discussion au sein de la commission, il y a eu une unanimité – qui n'était pas de façade, mais qui était faite de convictions par rapport à un certain nombre de points – pour constater que le retard dont souffrait le projet pour 2004 n'était probablement pas rattrapable et que le Conseil municipal ne devait pas s'en sentir responsable. En effet, si le simple fait d'avoir souhaité discuter de ce projet en commission, retardant ainsi la décision de trois semaines, était suffisant pour que le projet ne puisse être mené à chef, c'est que, déjà lors de sa présentation en janvier 2004, il était trop tard. Le deuxième élément qui a recueilli une large adhésion – sans qu'il y ait eu de vote formel – était le besoin de définir concrètement pourquoi la Ville souhaitait aller à l'étranger, dans des foires ou dans d'autres types d'événements. C'est un point très important: si l'on veut promouvoir l'image de la Ville de Genève à l'extérieur et dans le concert international, encore faut-il savoir pourquoi on veut le faire.

Au terme de ces discussions, la commission a considéré qu'il fallait non pas voter selon la formule proposée par le magistrat, à savoir choisir l'une des cinq possibilités, mais voter plutôt sur le projet lui-même. En l'occurrence, la commission a voté à l'unanimité contre ce projet, se rendant compte qu'il n'était pas réalisable, qu'il ne permettait pas d'assurer la présence de la Ville de Genève à la Foire de Paris en 2004. Cela étant, la commission s'est montrée sensible à la problématique de la présence de Genève à l'étranger et elle a désiré manifester, de façon constructive, l'intérêt de tous ses membres pour la représentation de Genève à l'étranger.

C'est pourquoi elle a proposé la motion M-437, «Promotion de Genève dans d'autres villes», dont le texte est le suivant:

PROJET DE MOTION

Considérant l'intérêt certain de promouvoir économiquement, socialement et culturellement Genève dans d'autres villes, le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui fournir un document de synthèse exposant comment l'exécutif entend promouvoir la cité (objectifs, moyens, coûts).

Cette motion a été votée à l'unanimité des quatorze membres présents, dont je cite les noms: M^{me} Sandrine Salerno, MM. Alexis Barbey, Didier Bonny, Alpha Dramé, M^{me} Hélène Ecuyer, M. Jean-Marie Hainaut, M^{me} Nelly Hartlieb, MM. Eric Ischi, André Kaplun, M^{me} Virginie Keller Lopez, MM. Pierre Losio, Pierre Maudet, David Metzger et M^{me} Gisèle Thiévent. Les motionnaires soumettent aujourd'hui cette motion à l'appréciation du Conseil municipal.

Voilà, je crois que je n'ai rien oublié d'essentiel. Si vous me le permettez et afin d'éviter de reprendre la parole tout à l'heure, je dirai deux mots en tant que représentant du groupe libéral. Le groupe libéral votera contre la proposition PR-321, comme l'a fait la commission des finances, et votera la motion proposée par la commission.

A titre personnel, je souhaite encore souligner le fait que, quoi qu'il ait pu être dit lors du débat d'entrée en matière ou lors des travaux de commission, nous nous apercevons aujourd'hui qu'il était hautement salutaire de prendre le temps d'étudier ce projet. Lors du débat de préconsultation, certains conseillers administratifs disaient que nous ne devons pas nous occuper du contenu, qu'il fallait voter l'enveloppe et qu'ils s'occuperaient du reste. Aujourd'hui, je dis que nous avons eu raison, tous bancs confondus, de ne pas être allés dans ce sens et d'avoir demandé un peu plus de précisions sur le concept qui sous-tendait cette proposition. Cela nous a permis de nous rendre compte que, si l'idée générale est bonne, si elle doit être saluée – c'est ce qu'a fait la commission avec sa motion – elle ne peut être galvaudée. Le sujet est trop important pour qu'un projet de cette ampleur-là, avec ces ambitions-là, soit bâclé. Je me réjouis, et j'espère que vous êtes nombreux avec moi, de ce que nous ayons pu faire notre travail de conseillers municipaux en commission, parce que c'est à cela que servent les commissions!

Le président. Mesdames et Messieurs, il est 23 h. Avant d'ouvrir le premier débat, je mets aux voix la proposition de prolonger de quelques instants la séance pour achever ce point, étant précisé que nous n'irons pas au-delà de 23 h 15.

Mise aux voix, la proposition de poursuivre le débat est acceptée à l'unanimité.

Premier débat

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Tout d'abord, j'aimerais remercier le président de la commission des finances d'avoir convoqué assez rapidement les commissaires, et remercier aussi M. Hainaut pour son honnêteté intellectuelle. Son rapport oral est très objectif, mais cela ne m'étonne pas de sa part; il a aussi été, et la commission avec lui, très constructif lors de l'étude de cette proposition. Je reconnais une erreur – et j'en assume la responsabilité politique – c'est d'avoir rendu la copie trop tardivement. Cette décision concernant notre présence au centième anniversaire de la Foire de Paris avait été prise par le Conseil administratif. Comme je l'ai expliqué à la commission des finances, nous avons perdu du temps pour des raisons de maladie, le chef de projet ayant été atteint dans sa santé.

J'aimerais corriger ici un certain nombre de commentaires qui ont paru dans la presse. Ce n'est pas Manuel Tornare qui est à l'origine du contenu, puisque, je le rappelle, nous nous sommes adressés à une agence, à des professionnels. Je ne veux pas les citer ici, même si la télévision ne diffuse plus notre séance à partir de 23 h, pour ne pas leur faire de mauvaise publicité. En l'occurrence, ce n'est pas notre métier, à nous conseillers administratifs, d'imaginer des stands de foire; il y a des spécialistes pour cela et nous nous sommes adressés à eux. Le résultat ne vous a pas convaincus, on peut le regretter. Le chef de projet, lui, a été pendant trente-sept ans directeur de la Foire de Genève. C'est un homme qui n'a peut-être pas eu un discours très féministe – vous voyez ce que je veux dire... – et qui n'a peut-être pas un grand sens politique, mais il connaît tout de même son métier!

Depuis, nous avons reparlé de cette affaire au sein du Conseil administratif et nous retenons l'idée émise par Pierre Maudet, qui disait que, pour participer à de telles manifestations, il vaudrait mieux voter une enveloppe au Conseil administratif au mois de décembre. Cela ne veut pas dire que le Conseil municipal n'aurait plus de droit de regard sur la présence de la Ville de Genève à ces manifestations, mais vous conviendrez que, quand 80 conseillers municipaux veulent dessiner un stand, c'est la foire, au figuré! Un éminent politicien radical de la III^e République disait d'ailleurs que, quand on demande à une commission de dessiner un cheval, à la fin de l'exercice, c'est un dromadaire qui apparaît, c'est-à-dire le plus vilain animal de la création... (*Protestations.*) Je vois que certains préfèrent les chameaux!

Je ne dis pas cela pour m'excuser, mais je vais vous donner un petit exemple. Lors des deux festivals des arbres de Noël, en 2001 et 2002, si nous avions demandé aux 80 conseillers municipaux de dessiner les arbres ou de faire des commentaires, nous n'aurions jamais rien fait. Depuis, vous avez été les premiers – M^{me} Cornu s'en est fait le relais il y a quelques semaines – à vous étonner qu'en 2003 on n'ait retenu qu'un site, soit l'Ile Rousseau, et vous avez demandé qu'on reconduise le festival en 2004. C'est dire que, là, vous nous avez fait confiance.

Pour revenir à la foire de Paris, il est vrai que le contenu du stand était aussi lié au sponsoring, au mécénat, au partenariat avec les pouvoirs publics, cantonaux ou autres. Nous tiendrons compte à l'avenir des remarques de la commission des finances, qui, encore une fois, a fait preuve d'esprit constructif.

Concernant le tourisme, nous sommes d'accord de réfléchir à la place du tourisme à Genève, en partenariat évidemment avec les privés et le Canton. Lors de l'audition en commission, certains nous ont reproché de ne pas avoir pris contact avec le Canton: cela a été fait, mais les réponses reçues étaient extrêmement molles. Pour ce qui est de Genève Tourisme, j'ai répondu – et M. Zahi Haddad, présent à la commission des finances, l'a confirmé – qu'à chaque fois que nous essayions de solliciter Genève Tourisme, c'était silence radio! La semaine passée, nous nous sommes rendus à Lausanne et avons rencontré l'exécutif de la Ville de Lausanne. Nous nous sommes aperçus que Lausanne mène une réflexion sur le tourisme avec un certain succès: vous avez vu le petit guide Gallimard sur la ville de Lausanne. Je regrette que le Conseil administratif, lors de la dernière législature, n'ait pas suivi ma proposition de participer à ce guide Gallimard des villes. Pour les touristes, c'est vraiment une source d'informations très intéressante et il y a un retour sur investissement. Reste que nous allons mener la réflexion sur le tourisme.

Nous allons aussi répondre à vos interrogations sur la présence de la Ville de Genève dans ce genre de manifestations, à Paris ou ailleurs. Dans le cas présent, si nous avons choisi Paris, c'est parce que c'est une ville francophone, parce que c'est la première destination touristique des Genevois et parce que nous aimerions aussi que les Parisiens, les Français viennent dans la région lémanique en plus grand nombre. Ce d'autant plus que le cours de l'euro est très haut et que le bassin lémanique redevient intéressant pour les touristes. D'autre part, nous pensons aussi à élaborer un stand qui soit suffisamment standard pour être réutilisé dans d'autres manifestations. Nous y réfléchissons.

Si le montant correspondant est accepté lors du budget 2005, le Conseil administratif a l'intention de tout faire pour être présent à la Foire de Paris en 2005; cette décision date de la semaine passée. Nous aurons ainsi plus de temps, nous pourrons consulter les conseillers municipaux qui auraient de bonnes idées et éviter ce qui s'est passé cette année. Je dois dire que j'ai mal vécu cette situation, mais j'ai fait une erreur politique et je l'assume.

M. Alpha Dramé (Ve). Les Verts n'étaient pas opposés à ce projet. Dès le début, nous avons dit que nous étions d'accord sur le principe, mais que nous n'étions pas tout à fait convaincus par le concept qui nous était présenté. En commission, nous nous sommes rendu compte que le projet n'était pas suffisamment

affiné. Nous ne regrettons pas d'avoir eu ce débat en commission, parce que, si le projet n'était pas réalisable, il a quand même enfanté un débat constructif autour de la présentation de Genève.

Les commissaires ont ainsi proposé que le Conseil administratif nous présente un document concernant sa politique en matière de présentation de Genève dans différents types de foire. Nous ne nous sommes pas érigés en experts, parce que, pour parler de foires, il faut savoir de quoi on parle et, à cet égard, nous ne sommes pas des experts. Ce document nous permettra de réfléchir en profondeur et de voir ce qu'il est possible de faire. Les Verts s'opposeront à la proposition PR-321, comme ils l'ont fait en commission des finances, mais ils accepteront la motion.

M^{me} Gisèle Thiévent (AdG/SI). Sans répéter ce qui a déjà été dit, je voudrais souligner que le travail effectué en commission n'a malheureusement fait que renforcer l'impression laissée par la proposition PR-321 au premier abord. En effet, il s'est avéré que le projet présentait des lacunes liées au contenu, notamment en raison de l'absence d'acteurs précis déjà contactés qui auraient permis à la commission de juger sur quelque chose de concret. L'image véhiculée à l'extérieur de notre ville nous importe et nous ne pouvons accepter un projet sans savoir quelle sera cette image, quels seront les aspects de Genève qui seront mis en évidence.

D'autre part, les délais rendaient impossible une réalisation justifiant le déblocage de 450000 francs, puisqu'il n'est pas envisageable de contacter des entreprises dans un délai aussi court. Nous avons donc été contraints de refuser cette proposition, même si le congrès des maires nous semblait justifier la présence de la Ville de Genève cette année à Paris et même si le fait que Paris ait été l'hôte d'honneur de la Foire de Genève en 2002 appelait la réciprocité.

Cela dit, le travail de la commission a permis de mettre en évidence le problème de la représentation de Genève à l'extérieur, non seulement dans des foires, mais aussi dans d'autres manifestations, à Paris ou dans d'autres villes, et la nécessité de définir des intentions claires liées à la promotion de notre ville à l'extérieur. C'est pourquoi nous soutiendrons la motion M-437, qui devrait permettre au Conseil municipal de participer, nous l'espérons, à l'élaboration d'un projet futur, précis et pensé, sur la base, je cite la motion, «d'un document de synthèse exposant comment l'exécutif entend promouvoir la cité».

M. Pierre Maudet (R). Si j'ai bien compris, Monsieur le président, il me reste deux minutes pour être dans les temps...

Le président. Je vous remercie en effet d'être bref, de façon que nous puissions terminer cet objet ce soir.

M. Pierre Maudet. Vous transmettez à M. Tornare, Monsieur le président, que je ne pouvais pas ne pas réagir à ses propos inqualifiables sur les dromadaires! Les dromadaires, eux, ont au moins une bosse, contrairement à M. Tornare qui n'a en tout cas pas la bosse du tourisme! C'est ce qu'il nous a montré dans ce projet et je le déplore pour ma part. Je voudrais juste insister sur un point, car, si j'aime qu'on me cite, j'aime bien me citer moi-même également. Il est vrai que j'ai demandé en commission qu'il y ait un concept global, parce qu'il est pertinent que la Ville fasse valoir ses atouts à l'étranger. J'ai dit aussi qu'on pouvait doter ce concept global d'une enveloppe annuelle, discutée à chaque budget. Je pense que c'est une bonne chose et je souhaite que cela se fasse. Cela dit, les cautions que j'avais mises étaient une meilleure coordination avec l'Office du tourisme, avec l'Etat, avec tous les autres partenaires, parce que faire valoir les atouts de Genève à l'étranger, c'est le faire en commun!

M. Didier Bonny (DC). Je m'exprime au nom du Parti démocrate-chrétien qui, bien sûr, se ralliera aux conclusions tout à fait sages de la commission des finances. Il est louable qu'un conseiller administratif fasse son mea culpa – c'est assez rare – et M. Tornare l'a fait en commission des finances. En cela, il a contribué au vote unanime de la commission contre ce projet. Mais j'aurais souhaité que le Conseil administratif retire de lui-même ce projet, car cela nous aurait évité probablement des discussions inutiles.

L'aspect positif est le fait que la motion votée à l'unanimité par la commission des finances va dans le bon sens. Nous espérons que le Conseil administratif la suivra et que nous aurons dorénavant un véritable concept pour «vendre» notre bonne ville de Genève.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur Bonny, premièrement, si j'avais retiré ce projet d'une manière trop abrupte, la réflexion qui a été entamée à la commission des finances n'aurait pas pu avoir lieu. Deuxièmement, Monsieur Maudet, j'accepte vos critiques, mais je trouve dommage que vous ne vous soyez pas rendu au Sommet mondial sur la société de l'information à Genève. Je me suis occupé, avec le Service des relations extérieures, du stand de Genève au sommet de Lyon comme au sommet de Genève et je puis vous dire que ce stand a été considéré comme le meilleur stand de toutes les villes. Vo t r e

Proposition: participation de la Ville de Genève à la Foire de Paris

collègue de parti, Guy-Olivier Segond, pourra vous le confirmer. Nous l'avons monté en toute urgence et nous avons prouvé que nous savions faire ce genre de stand. Si ce n'est pas à votre goût, c'est autre chose...

Troisièmement, ce n'est qu'un demi-échec, puisque je suis sûr que nous irons à Paris en 2005 et que nous aurons un grand succès, aussi grâce à vous. De plus, le débat qui a été porté sur la place public a eu le mérite de susciter des dizaines de lettres de commerçants genevois qui regrettaient que la Ville ne soit pas à Paris en 2004. Cela a donc créé une certaine stimulation au sein du monde commercial, industriel et financier en ville de Genève, et je m'en réjouis.

Deuxième débat

Mis aux voix, l'arrêté est refusé à la majorité (0 oui et 2 abstentions).

Mise aux voix, la motion M-437 est acceptée à l'unanimité.

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Considérant l'intérêt certain de promouvoir économiquement, socialement et culturellement Genève dans d'autres villes, le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui fournir un document de synthèse exposant comment l'exécutif entend promouvoir la cité (objectifs, moyens, coûts).

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

11. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

12. Interpellations.

Néant.

13. Questions écrites.

Néant.

Le président. Je lève la séance et vous donne rendez-vous demain à 17 h.

Séance levée à 23 h 20.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	4278
2. Communications du bureau du Conseil municipal	4278
3. Clause d'urgence sur la résolution de M ^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino et Roberto Broggin: «Pour une poste universelle et de proximité» (R-63)	4278
4. Résolution de M ^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino et Roberto Broggin: «Pour une poste universelle et de proximité» (R-63)	4279
5.a) Clause d'urgence sur l'interpellation de M. Pierre Maudet: «Brasse coulée à Léman bleu» (I-108).....	4286
5.b) Clause d'urgence sur la motion de M ^{mes} Virginie Keller Lopez, Sandrine Salerno, MM. Roberto Broggin, Jacques Mino, Guillaume Barazzone et Pierre Maudet: «Défendons une télévision de qualité et de proximité au service de la population» (M-434).....	4286
5.c) Clause d'urgence sur la motion de MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Marie Hainaut, Georges Queloz, Eric Ischi, Pierre Maudet, Guillaume Barazzone, M ^{mes} Renate Cornu et Nathalie Fontanet: «Prix spécial des droits de l'homme au Conseil administratif de la Ville de Genève (TV Léman bleu)» (M-435).....	4286
6. Motion de M ^{mes} Virginie Keller Lopez, Sandrine Salerno, MM. Roberto Broggin, Jacques Mino, Guillaume Barazzone et Pierre Maudet: «Défendons une télévision de qualité et de proximité au service de la population» (M-434)	4288
7. Motion de MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Marie Hainaut, Georges Queloz, Eric Ischi, Pierre Maudet, Guillaume Barazzone, M ^{mes} Renate Cornu et Nathalie Fontanet: «Prix spécial des droits de l'homme au Conseil administratif de la Ville de Genève (TV Léman bleu)» (M-435)	4314

8. Clause d'urgence sur la résolution de MM. Gilles Thorel, Jacques Mino et Alain Dupraz: «L'irrespect, ça pourrit la vie... Pour l'interdiction dans le canton de Genève de l'affiche UDC montrant des rats rouges» (R-64) 4319
9. Proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 300000 francs destiné à:
- financer la manifestation Asphaltissimo 2004 – Festival de sports urbains – dans le cadre de la participation de la Ville de Genève aux Fêtes de Genève;
 - répondre aux objectifs de la motion M-319 de MM. Pierre Maudet, Michel Ducret, Alain Fischer, Guy Dossan, René Winet, Bernard Lescaze, M^{mes} Michèle Ducret et Catherine Hämmerli-Lang, acceptée par le Conseil municipal le 4 décembre 2002, intitulée: «Pour un vrai soutien de la Ville aux sports de rue populaires»;
 - répondre aux objectifs de la motion M-275 de MM. Damien Sidler, Gérard Deshusses et M^{me} Liliane Johner, acceptée par le Conseil municipal le 25 mai 2002, intitulée: «Marchons avec Genève Tourisme» (PR-326) 4319
10. Rapport oral de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 7 janvier 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 450000 francs destiné à couvrir les dépenses relatives à la participation de la Ville de Genève à la centième édition de la Foire de Paris, du 29 avril au 9 mai 2004 (PR-321 A) 4325
- Motion de de M^{me} Sandrine Salerno, MM. Alexis Barbey, Didier Bonny, Alpha Dramé, M^{me} Hélène Ecuyer, M. Jean-Marie Hainaut, M^{me} Nelly Hartlieb, MM. Eric Ischi, André Kaplun, M^{me} Virginie Keller Lopez, MM. Pierre Losio, Pierre Maudet, David Metzger et M^{me} Gisèle Thiévent: «Promotion de Genève dans d'autres villes» (M-437) 4329
11. Propositions des conseillers municipaux 4335
12. Interpellations 4335
13. Questions écrites 4335

La mémorialiste:
Marguerite Conus